BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

NOTE D'INFORMATION

3e trimestre 2008

N° 15

BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Siège - Avenue Abdoulaye FADIGA
BP : 3108 - DAKAR (Sénégal)
Tél. : +221 839 05 00
Télécopie : +221 823 93 35
Télex : BCEAO 21833 SG /
21815 SG / 21530 SG / 21597 SG
Site internet : http://www.bceao.int

Directeur de Publication
Ismaïla DEM
Directeur de la Recherche
et de la Statistique
Email : courrier.drs@bceao.int

Impression :
Imprimerie de la BCEAO
BP : 3108 - DAKAR

ISSN 08505772

Cette revue est conçue pour la seule documentation des destinataires. Bien qu'établie selon les meilleures sources, elle est diffusée sans garantie ni responsabilité de la Banque Centrale.

BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

NOTE D'INFORMATION

3e trimestre 2008

N° 15

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS 5

SITUATION ECONOMIQUE ET MONETAIRE DE L'UMOA 7

Situation monétaire de l'UMOA 9

Interventions de la Banque Centrale 30

Evolution des prix dans les Etats membres de l'UEMOA et perspectives 37

INFORMATIONS GENERALES 47

Communiqués de presse des Organes de l'UMOA 49

Chronologie des principales mesures de politique monétaire 52

CHRONOLOGIE ECONOMIQUE ET POLITIQUE DES ETATS 55

REPERTOIRE LEGISLATIF 61

LISTE DES PRINCIPALES PUBLICATIONS DE LA BCEAO 67

AVANT-PROPOS

Les Notes d'Information et Statistiques (NIS), régulièrement publiées par la BCEAO, ont été réaménagées. Cinq revues autonomes et séparées – le Bulletin mensuel de statistiques monétaires et financières, le Bulletin mensuel de conjoncture, la Note trimestrielle d'information, la Revue économique et monétaire, l'Annuaire statistique – ont ainsi été substituées aux cahiers qui, naguère, constituaient les NIS.

La présente Note d'Information participe de cette réforme. Elle vise à informer trimestriellement le public sur les décisions des organes de l'Union, la situation monétaire de l'UMOA, les interventions de la BCEAO, l'évolution des prix, les faits marquants de la vie économique et politique des Etats de l'Union, ainsi que sur les textes réglementant l'activité bancaire et financière approuvés au cours de la période.

La Banque Centrale accueillera favorablement toutes les observations et suggestions susceptibles d'améliorer la qualité et la présentation des informations contenues dans la présente publication.

Le Directeur de Publication

SITUATION ECONOMIQUE ET MONETAIRE DE L'UMOA

SITUATION MONETAIRE DE L'UNION AU 30 JUIN 2008

Le présent chapitre porte sur l'analyse de la situation monétaire dans l'Union au deuxième trimestre 2008. Elle est structurée en quatre parties ci-après :

- Environnement économique et financier de l'Union ;
- Evolution des agrégats monétaires ;
- Fonctionnement des marchés financier et monétaire ;
- Mise en œuvre de la politique monétaire.

I - ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER DE L'UNION

Le deuxième trimestre 2008 a été caractérisé par un affaiblissement marqué de l'activité dans les principaux pays industrialisés, à l'exception des Etats-Unis, dans un contexte d'accélération généralisée de l'inflation. Dans la zone euro en particulier, les indices d'une dégradation des perspectives de croissance économique se sont renforcés.

Aux Etats-Unis, l'activité économique s'est redressée, tirée par la consommation des ménages, les dépenses publiques et les exportations. En variation trimestrielle, le taux de croissance économique est ressorti à 0,8% à fin juin 2008, contre 0,2% au trimestre précédent. Toutefois, pour l'ensemble de l'année 2008, les prévisions du Fonds Monétaire International (FMI) tablent sur un taux de croissance du PIB de 1,3%, en recul par rapport au taux de 2,0% enregistré en 2007.

Dans la zone euro et au Japon, les indicateurs de conjoncture ont confirmé le fléchissement de l'activité économique. Le produit intérieur brut de la zone euro est en repli de 0,2% après une progression de 0,7% au premier trimestre 2008. Cette évolution résulte de l'orientation défavorable de la consommation des ménages et des investissements dans les principaux pays de la zone, notamment l'Allemagne, la France et l'Italie où le produit intérieur brut s'est contracté. Au Japon, le PIB est en baisse de 0,6% au cours du deuxième trimestre 2008 après une hausse de 0,8% un trimestre plus tôt, en liaison avec le repli des exportations et la faiblesse de la consommation intérieure. Selon le FMI, les taux de croissance de la zone euro et du Japon pour l'année 2008 devraient s'établir à 1,4% et 1,5% respectivement contre 2,6% et 2,1% un an auparavant.

Pour l'ensemble de l'économie mondiale, le FMI a révisé en août 2008 la croissance à 3,9%, en net ralentissement par rapport au taux de 5,0% enregistré en 2007.

Les tensions inflationnistes se sont accentuées au plan international. Le taux d'inflation de l'ensemble des pays membres de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE) s'est établi, en glissement annuel à fin juin 2008, à 4,4% contre 3,6% en mars 2008 et 2,3% un an auparavant. Dans la zone euro, le taux d'inflation s'est situé à 4,0%, soit le niveau le plus élevé depuis la création de cette zone.

Sur les marchés des matières premières, la hausse des cours mondiaux s'est amplifiée. L'indice des prix des produits énergétiques, calculé par le FMI, a enregistré une progression de 26,3% au deuxième trimestre 2008, après celle de 14,2% observée au trimestre précédent. Les cours du pétrole brut ont atteint des niveaux records, s'établissant à 140,0 dollars le baril à fin juin 2008. En moyenne trimestrielle, ils ont augmenté de 27,3%.

Exprimés en dollars des Etats-Unis, les prix des produits alimentaires ont connu une hausse de 44,0% dans l'ensemble, de 75,6% pour les céréales et de 71,8% pour les oléagineux, en glissement annuel à fin juin 2008. De façon spécifique, les cours mondiaux du riz ont augmenté de 143,1%, en glissement annuel, à fin juin 2008 et ceux du blé, de 40,1%.

La plupart des produits de base exportés par les Etats membres de l'Union ont continué de se raffermir au deuxième trimestre 2008. Les cotations du cacao, du caoutchouc et de la noix de cajou ont progressé respectivement de 12,5%, 6,3% et 4,9%. Celles des huiles de palme

et de palmiste ont augmenté de 6,2% et de 5,0%. En revanche, les cours du café, du coton et de l'or se sont repliés respectivement de 1,4%, 1,3% et 3,2%.

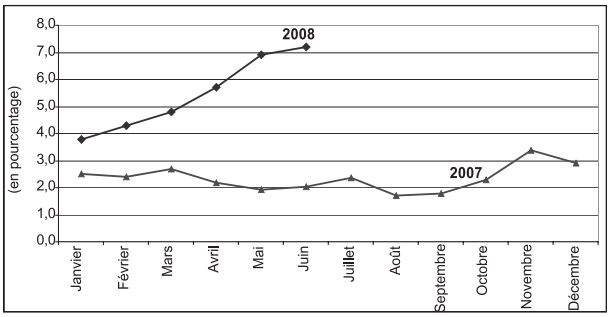
Durant le deuxième trimestre, les banques centrales ont été confrontées aux risques liés aux anticipations inflationnistes haussières, nécessitant une vigilance particulière. Dans ces conditions, la Réserve Fédérale américaine, la Banque d'Angleterre et la Banque du Canada ont mis fin au processus d'assouplissement de leur politique monétaire amorcé au début de l'année 2008, après la baisse de leurs taux directeurs opérée en avril 2008. Pour leur part, la Banque Centrale Européenne et la Banque du Japon ont maintenu inchangés leurs taux, tout en exprimant leurs préoccupations face au renforcement des risques inflationnistes, consécutif au coût élevé de l'énergie.

Sur les marchés monétaires, les injections massives de liquidités par les banques centrales ont favorisé un apaisement des tensions sur les taux d'intérêt à court terme, tandis que sur le marché des changes, les pressions à la baisse sur le cours du dollar des Etats-Unis ont persisté, en liaison avec d'une part, les incertitudes sur les perspectives de l'économie américaine et, d'autre part, les anticipations de resserrement de la politique monétaire dans la zone euro. A fin juin 2008, un euro s'échangeait contre 1,56 dollar.

Au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), les prévisions initiales tablaient sur un taux de croissance du produit intérieur brut, en termes réels, de 4,2% pour l'année 2008. Cependant, la conjoncture difficile induite par la flambée des prix des denrées alimentaires et des produits pétroliers a renforcé les inquiétudes sur la réalisation des prévisions de consommation et d'investissement dans la zone. Les indicateurs de conjoncture confirment ces craintes. En effet, l'indice de la production industrielle a enregistré un recul de 14,8% au premier semestre de l'année 2008 contre un repli de 11,6% à la même période de 2007.

Les pressions inflationnistes se sont accentuées au deuxième trimestre 2008. Comparé à son niveau de fin mars 2008, l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) s'est inscrit en forte hausse de 3,3% à fin juin 2008, soit la variation trimestrielle la plus élevée des dix dernières années. En glissement annuel, le taux d'inflation est ressorti à 7,2% à fin juin 2008 contre 4,8% à fin mars 2008. En moyenne, il s'est établi à 5,4% sur le premier trimestre 2008 contre 2,3% un an auparavant. Cette situation reflète la persistance de l'impact des tensions sur les prix des céréales locales, du renchérissement des denrées alimentaires importées et de la hausse vertigineuse des cours du pétrole brut.

Graphique 1 : Evolution des prix à la consommation en glissement annuel



Source : BCEAO.

Les tensions observées sur le marché mondial ont eu des répercussions notables sur les prix intérieurs. Les prix du riz ont progressé en moyenne de 59,4% dans l'UEMOA. Ceux des produits laitiers, de l'huile et du pain ont augmenté sur un an, respectivement de 21,1%, 24,7% et 13,9% dans l'Union.

Par ailleurs, une forte hausse des prix des céréales locales a été observée sur la période d'avril à juin 2008 dans la plupart des Etats membres, en rapport avec les tensions sur les approvisionnements des marchés locaux et la pression de la demande en provenance de certains pays limitrophes. Cette situation a eu notamment pour effet une accentuation des tensions sur les prix des denrées tels que celui du maïs qui a quasiment doublé sur un an à fin juin 2008, ainsi que celui du mil.

Par pays, le taux d'inflation, en glissement annuel, à fin juin 2008 a atteint des niveaux particulièrement élevés. Il s'est établi à 15,1% au Burkina, 13,3% en Guinée-Bissau, 10,5% au Niger, 10,3% au Mali, 8,5% au Togo, 5,9% au Bénin et au Sénégal et 5,2% en Côte d'Ivoire.

Sur la base du taux d'inflation moyen semestriel, l'Union a enregistré un différentiel d'inflation défavorable de 1,9 point de pourcentage, en comparaison à la zone euro. En revanche, comparativement à ses partenaires de la CEDEAO, le différentiel est favorable à l'Union, mais il se rétrécit. L'écart entre les taux d'inflation ressort à 1,0 point de pourcentage par rapport au Nigeria et à 4,6 points de pourcentage par rapport au Ghana contre 2,1 points et 5,5 points, respectivement, à fin mars 2008. A fin juin 2007,

les écarts étaient de 6,2 points et 8,5 points de pourcentage en faveur de l'Union.

Les données disponibles font ressortir une poursuite de la détérioration de la compétitivité globale de l'Union, évaluée à partir de l'évolution du taux de change effectif réel. En effet, au deuxième trimestre 2008, l'Union aurait enregistré une perte de compétitivité de 6,9% après celle de 3,2% du trimestre précédent. Cette érosion de la position concurrentielle de l'Union résulte d'une dépréciation de 5,2% des monnaies des principaux pays partenaires, consécutive à l'évolution du dollar des Etats-Unis, amplifiée par un différentiel d'inflation défavorable à l'UEMOA de 1,6 point de pourcentage. Vis-à-vis des pays environnants (Nigeria, Ghana, Mauritanie, Gambie), la perte de compétitivité ressortirait également à 6,9% nonobstant le différentiel d'inflation favorable à l'Union de 1,1 point de pourcentage.

L'exécution des opérations financières des Etats laisse apparaître, sur la base des données disponibles à fin juin 2008, que la situation budgétaire est restée caractérisée par de fortes tensions sur la trésorerie publique, conduisant certains Etats membres de l'Union à ralentir les dépenses d'investissement.

Comparativement à juin 2007, les recettes totales ont connu une augmentation de 283,5 milliards à juin 2008, du fait notamment d'entrées de recettes non fiscales d'un montant de 129,5 milliards, issues essentiellement de l'encaissement par le Trésor du Niger du produit de la concession d'une licence d'exploitation pétrolière. Pour leur part, les recettes fiscales ont progressé de 187,8 milliards pour s'établir à 2.305,8 milliards. A la même période de 2007, ces recettes étaient en augmentation de 369,3 milliards.

Les dépenses totales se sont accrues de 174,3 milliards pour se chiffrer à 2.968,5 milliards, exclusivement sous l'effet de la hausse de 246,7 milliards des dépenses courantes. Les dépenses en capital ont en revanche baissé de 115,0 milliards. L'évolution des dépenses courantes résulte d'une progression de l'ordre de 380,0 milliards des transferts et subventions, en rapport avec les efforts d'atténuation du coût de la vie entrepris par les Etats.

Au total, le déficit budgétaire, base engagements, hors dons, a été réduit, en passant de 390,0 milliards en juin 2007 à 303,5 milliards en juin 2008.

II - EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES

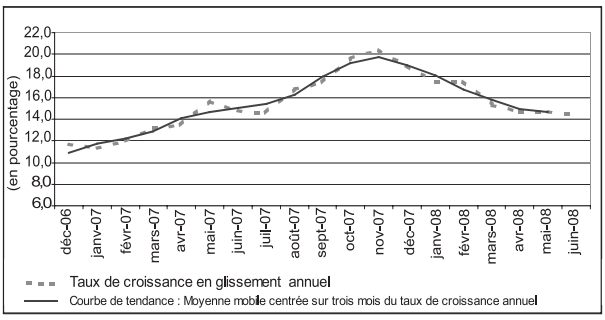
La situation monétaire de l'Union à fin juin 2008, comparée à celle à fin mars 2008, est caractérisée par une progression de la masse monétaire, induite essentiellement par l'augmentation des crédits à l'économie et un redressement des avoirs extérieurs nets, après le repli observé le trimestre précédent.

2.1 La masse monétaire

Au deuxième trimestre 2008, la masse monétaire a progressé de 1,0%, pour s'établir à 8.570,9 milliards. A la même période de l'année précédente, une hausse de 1,7% avait été enregistrée. L'accroissement de la masse monétaire sur le trimestre est porté exclusivement par les dépôts, la circulation fiduciaire ayant enregistré une baisse.

En glissement annuel, le rythme de progression de la masse monétaire est apparu soutenu, en se situant à 14,4% à fin juin contre 15,3% à fin mars 2008.

Graphique 2 : Evolution de la masse monétaire en glissement annuel



Source : BCEAO.

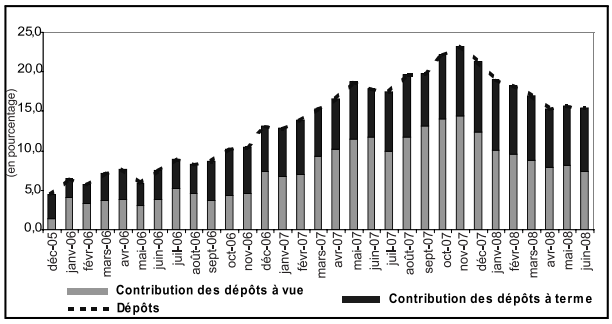
2.1.1 Les dépôts

Les dépôts ont continué de se renforcer, progressant de 1,6% au deuxième trimestre 2008 pour ressortir à 6.171,6 milliards à fin juin 2008, après une hausse de 1,8% le trimestre précédent. Les évolutions les plus importantes ont été enregistrées au Bénin, au Sénégal, au Niger et en Côte d'Ivoire. Au Bénin, l'augmentation de 31,7 milliards des dépôts est imputable au secteur des BTP qui a bénéficié de ressources extérieures, dans le cadre des travaux préparatoires au Sommet de la CEN-SAD, tenu à Cotonou du 10 au 18 juin 2008. Au Sénégal, le renforcement de 28,9 milliards des dépôts s'explique en partie par la recapitalisation des Industries Chimiques du Sénégal (ICS). Au Niger, l'accroissement de 23,7 milliards des dépôts est consécutif à

l'encaissement, par le secteur minier, de recettes d'exportation. En Côte d'Ivoire, la hausse des recettes pétrolières explique la progression de 22,6 milliards des dépôts.

En glissement annuel, le rythme de croissance des dépôts est en ralentissement, se situant à 15,4% à fin juin 2008 contre 17,0% à fin mars 2008.

Graphique 3 : Evolution des dépôts en glissement annuel



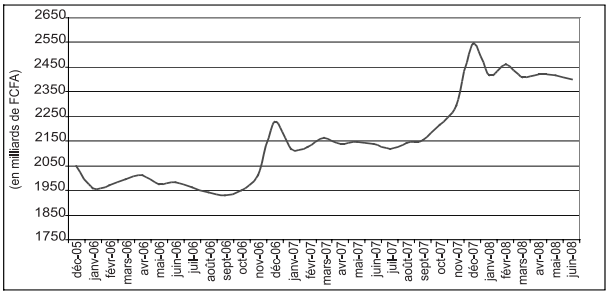
Source : BCEAO.

2.1.2 La circulation fiduciaire

Durant le trimestre sous revue, la circulation fiduciaire a enregistré une baisse saisonnière de 0,4% pour s'établir à 2.399,3 milliards à fin juin 2008. A la même période de l'année 2007, elle était en repli de 1,1%.

Sur un an, la circulation fiduciaire est en hausse de 12,1% à fin juin 2008, soit un rythme plus soutenu qu'à la même période de l'année 2007 où elle s'était inscrite en progression de 7,9%.

Graphique 4 : Evolution de la circulation fiduciaire



Source : BCEAO.

2.2 Les contreparties de la masse monétaire

2.2.1 Le crédit intérieur

Durant le deuxième trimestre de l'année 2008, l'encours du crédit intérieur s'est accru de 1,5%, après une hausse d'ampleur similaire le trimestre précédent. Cette évolution est imputable à la poussée des crédits à l'économie, la position nette débitrice des Gouvernements vis-à-vis du système bancaire s'étant contractée.

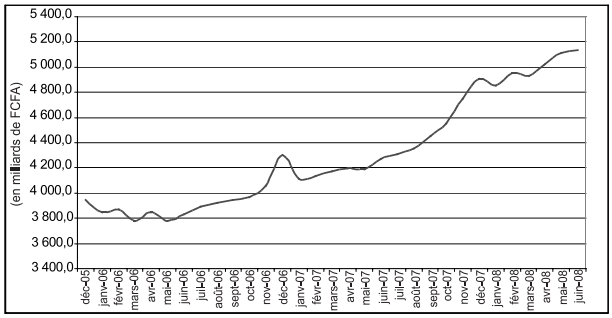
2.2.1.1 Les crédits à l'économie

L'encours des crédits à l'économie a augmenté de 204,7 milliards ou 4,2% entre mars et juin 2008, pour ressortir à 5.136,9 milliards. A la même période de l'année précédente, les crédits étaient en hausse de 2,4%. L'évolution observée durant le trimestre sous revue résulte de l'accroissement de 224,8 milliards des crédits ordinaires, consécutif aux avances de trésorerie et prêts en faveur des entreprises opérant dans le secteur de l'énergie, le commerce, l'industrie et le transport.

Les crédits de campagne sont, pour leur part, en diminution de 20,1 milliards, à la suite du dénouement des concours consentis au Bénin, au Burkina et en Côte d'Ivoire.

En glissement annuel à fin juin 2008, les crédits à l'économie sont en progression de 20,3% contre 18,3% en mars 2008 et 11,4% en juin 2007, tirés principalement par les crédits à court terme. Les évolutions les plus significatives sont relevées au Niger (+29,1%), en Côte d'Ivoire (+27,6%), au Bénin (+24,4%) et au Togo (+20,2%).

Graphique 5 : Evolution des crédits à l'économie



Source : BCEAO.

Cette hausse des crédits à l'économie s'est accompagnée d'une évolution défavorable du taux net de dégradation du portefeuille des banques de l'Union qui s'est établi à 8,2% à fin juin contre 7,1% à fin mars 2008.

2.2.1.2 La position nette des Gouvernements (PNG)

Au cours du deuxième trimestre 2008, la position nette débitrice des Gouvernements vis-à-vis des institutions monétaires s'est améliorée de 120,3 milliards, en relation avec les importantes entrées de ressources en faveur des Etats

membres. Les dépôts publics dans les livres de la Banque Centrale ont augmenté de 188,9 milliards, tandis que les concours du FMI et des banques ont progressé respectivement de 39,5 milliards et 37,9 milliards. L'évolution la plus marquée concerne le Niger, dont la PNG s'est améliorée de 130,4 milliards, à la faveur de l'encaissement de recettes de la concession de licences d'exploitation pétrolière. En revanche, des dégradations de la PNG ont été relevées au Bénin (+21,1 milliards), au Burkina (+19,2 milliards) et au Sénégal (+10,2 milliards).

2.2.2 Les avoirs extérieurs nets

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires ont augmenté de 112,2 milliards, pour se situer à 4.556,0 milliards à fin juin 2008, après un recul de 222,0 milliards sur les trois premiers mois de l'année. A la même période de l'année 2007, la position extérieure nette des institutions monétaires avait enregistré un repli de 18,6 milliards. La position extérieure nette de la Banque Centrale s'est renforcée de 152,2 milliards, tandis que celle des banques est en recul de 40,0 milliards.

La hausse des avoirs extérieurs nets de la BCEAO reflète l'augmentation de 240,7 milliards des réserves de change, dont l'impact a été amoindri par la hausse de 88,5 milliards des engagements extérieurs. Durant le trimestre sous revue, les transferts via la BCEAO se sont soldés par des entrées nettes d'un montant de 124,7 milliards, alors qu'au trimestre précédent, des sorties nettes de 205,9 milliards avaient été enregistrées.

Sur un an, les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires sont en accroissement de 209,5 milliards ou 4,8% à fin juin 2008, contre 18,1% à la même période de l'année 2007.

2.3 Les interventions de la Banque Centrale

Les interventions de l'Institut d'émission se sont établies à 490,6 milliards au 30 juin 2008, en hausse de 46,7 milliards par rapport au niveau enregistré au 31 mars 2008. Cette évolution s'explique par la hausse des refinancements en faveur des banques et établissements financiers. Les concours aux Trésors nationaux ont pour leur part baissé.

Les refinancements en faveur des banques et établissements financiers se sont accrus de 41,2 milliards sur le guichet de la pension, pour s'établir à 107,9 milliards et de 10,0 milliards sur celui des enchères régionales, pour se fixer à 100,0 milliards à fin juin 2008.

Les concours aux Trésors nationaux sont ressortis à 282,7 milliards à fin juin 2008, en baisse de 4,5 milliards par rapport à fin mars 2008. Cette diminution est imputable aux remboursements des concours monétaires directs consolidés effectués par l'ensemble des Etats concernés, à l'exception de la Côte d'Ivoire et du Niger qui n'ont pu honorer les échéances dues pour des montants de 5,7 milliards et 0,9 milliard.

Les arriérés de paiement accumulés par ces deux pays se chiffrent respectivement à 62,2 milliards et 10,0 milliards.

III - FONCTIONNEMENT DES MARCHES FINANCIER ET MONETAIRE

Sur le **marché des capitaux**, quatre émissions de bons du Trésor ont été réalisées durant le deuxième trimestre 2008 par la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Bénin et le Niger, pour des montants respectifs de 59,2 milliards, 40,4 milliards, 40,1 milliards et 20,0 milliards. Les taux effectifs des bons du Trésor se sont situés dans une plage de 5,8988% à 6,8474% contre une fourchette de 5,3068% à 5,3321% le trimestre précédent. Sur le compartiment à long terme, le Trésor public du Sénégal a levé un montant de 25,0 milliards sur le marché obligataire au taux de 7,0%. A la même période de l'année 2007, seules deux émissions de bons du Trésor, respectivement du Sénégal (58,7 milliards) et de la Côte d'Ivoire (51,7 milliards), avaient été réalisées. Toutes maturités confondues, les émissions de titres ont porté sur 184,7 milliards contre 50,5 milliards le trimestre précédent.

Au cours du trimestre, les tombées d'échéances sur le marché des titres publics de l'Union, se sont élevées à 57,9 milliards.

A fin juin 2008, les encours des bons et obligations du Trésor émis par appel public à l'épargne sont ressortis respectivement à 367,4 milliards et 572,0 milliards.

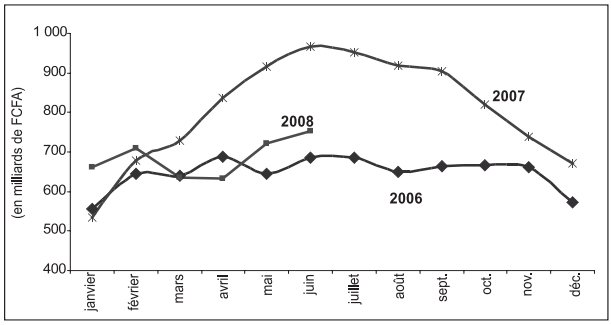
L'activité a été bien orientée sur **la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM)**, bien qu'en décélération par rapport au premier trimestre 2008. Les indices BRVM10 et BRVM

composite ont enregistré des progressions de 3,9% et 2,2%, après des taux de croissance de 17,1% et 16,1% le trimestre précédent. La capitalisation du marché des actions, ressortie à 4.427,2 milliards à fin juin 2008, a progressé de 2,2% après 16,2% au trimestre précédent. Sur le compartiment obligataire, la capitalisation du marché a connu une légère hausse de 0,1% sur la période sous revue, s'inscrivant à 622,2 milliards à fin juin 2008, en liaison avec l'introduction à la cote de la ligne obligataire dénommée AFD 5,25% 2008-2015.

Sur le **marché interbancaire**, le volume moyen mensuel des opérations s'est fixé à 54,1 milliards, en hausse de 12,5 milliards au deuxième trimestre 2008. Sur la maturité à une semaine, correspondant au compartiment le plus actif du marché interbancaire, les taux moyens pondérés se sont établis à 4,69% en avril 2008, 5,08% en mai 2008 et 5,02% en juin 2008. Cette relative pression sur les taux est le reflet des tensions sur la liquidité bancaire.

L'encours moyen des prêts interbancaires s'est établi à 107,6 milliards contre 82,9 milliards le trimestre précédent et 73,5 milliards un an plus tôt.

Graphique 6 : Evolution de la liquidité bancaire



Source : BCEAO.

IV - MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE

4.1 Politique des taux d'intérêt

4.1.1 Taux directeurs de la BCEAO

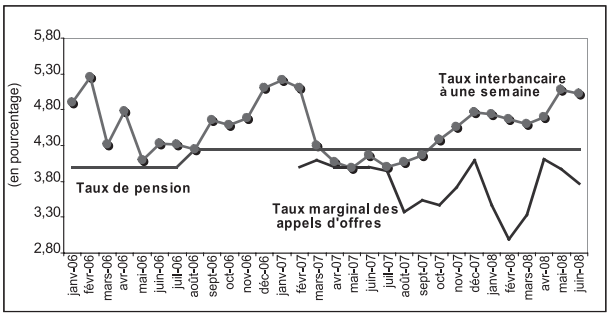
Au cours du deuxième trimestre 2008, la BCEAO a maintenu inchangés ses taux directeurs. Le taux de pension et celui de l'escompte sont demeurés à leurs niveaux en vigueur depuis le 24 août 2006, soit respectivement 4,25% et 4,75%.

4.1.2 Politique d'open market

Durant le deuxième trimestre 2008, la Banque Centrale a organisé treize (13) appels d'offres d'injection de liquidités. Le montant mis en adjudication a été porté de 90,0 milliards le 31 mars 2008 à 100,0 milliards le 30 juin 2008. Les taux d'intérêt offerts ont évolué dans un intervalle de 3,5000% à 4,2500% contre une plage de 2,7500% à 4,4000% le trimestre précédent.

La conduite de ces opérations par la Banque Centrale a contribué à satisfaire les besoins en ressources des banques.

Graphique 7 : Evolution des taux interbancaires à une semaine



Source : BCEAO.

4.2 Réserves obligatoires

Les coefficients des réserves obligatoires applicables aux banques de l'Union n'ont pas été modifiés durant le trimestre sous revue.

L'examen de la mise en œuvre du système des réserves obligatoires sur l'ensemble de la période fait ressortir une capacité globalement suffisante des banques à constituer les réserves requises. Pour un niveau de réserves exigé de 557,7 milliards pour la période prenant fin le 15 juin 2008, les réserves effectivement constituées ont atteint 753,3 milliards.

CONCLUSION

L'analyse de la situation économique de l'Union au deuxième trimestre 2008 fait ressortir une accentuation des pressions sur les prix à la consommation, imputables au renchérissement des produits alimentaires et des produits pétroliers, ainsi que des risques pesant sur les perspectives de croissance au sein de l'Union. La bonne tenue de la campagne agricole

2008/2009 constituera un facteur déterminant pour la stabilisation de l'inflation et les performances en matière de croissance économique.

Le profil des agrégats monétaires a été caractérisé par une progression de la liquidité globale, induite par l'expansion soutenue des crédits à l'économie et, dans une certaine mesure, la progression des avoirs extérieurs nets.

La situation des finances publiques est demeurée caractérisée par des tensions de trésorerie, en raison de l'importance des dépenses courantes, en particulier les transferts et subventions, ainsi que le tassement des recettes dû aux réductions de taxes consenties dans le cadre des efforts d'atténuation du coût de la vie.

Au regard des risques pesant sur la stabilité des prix au sein de l'Union, la Banque Centrale a décidé, à compter du 16 août 2008, du relèvement d'un demi (½) point de pourcentage de son principal taux d'intervention, en l'occurrence le taux de pension, pour le porter de 4,25% à 4,75%. Le taux d'escompte a été fixé à 6,75%.

ANNEXE I

U.M.O.A. : SITUATION MONETAIRE INTEGREE

(en milliards de FCFA)

	2006				2007				2008	
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin (*)
AVOIRS EXTERIEURS NETS	**3 694,5**	**3 680,0**	**3 703,6**	**3 899,5**	**4 365,1**	**4 346,5**	**4 302,6**	**4 665,8**	**4 443,8**	**4 556,0**
Banque centrale	3 542,0	3 634,4	3 667,6	3 725,6	4 210,4	4 313,9	4 344,1	4 492,5	4 343,7	4 495,9
Banques	152,5	45,6	36,0	173,9	154,7	32,6	(41,5)	173,3	100,1	60,1
CREDIT INTERIEUR	**4 300,5**	**4 326,0**	**4 409,1**	**4 783,8**	**4 492,0**	**4 568,0**	**4 850,9**	**5 386,1**	**5 463,6**	**5 548,0**
Position nette des Gouvernements	521,6	491,7	464,2	485,7	321,4	297,5	398,0	481,7	531,4	411,1
Crédits à l'économie	3 778,9	3 834,3	3 944,9	4 298,1	4 170,6	4 270,5	4 452,9	4 904,4	4 932,2	5 136,9
Crédits de campagne	201,3	204,3	155,6	159,9	183,6	158,5	99,7	146,8	176,1	156,0
Crédits ordinaires	3 577,6	3 630,0	3 789,3	4 138,2	3 987,0	4 112,0	4 353,2	4 757,6	4 756,1	4 980,9
ACTIF = PASSIF	**7 995,0**	**8 006,0**	**8 112,7**	**8 683,3**	**8 857,1**	**8 914,5**	**9 153,5**	**10 051,9**	**9 907,4**	**10 104,0**
MASSE MONETAIRE	**6 502,7**	**6 520,7**	**6 574,6**	**7 170,8**	**7 361,6**	**7 490,1**	**7 718,2**	**8 511,6**	**8 487,3**	**8 570,9**
Circulation fiduciaire	1 993,8	1 983,5	1 929,0	2 229,9	2 164,2	2 140,0	2 157,0	2 540,8	2 409,9	2 399,3
Dépôts en CCP	35,3	37,3	39,8	45,8	44,5	53,3	60,4	60,9	44,9	44,2
Dépôts en CNE	43,7	45,4	45,1	45,2	47,7	50,0	50,4	49,5	51,6	53,0
Dépôts en Banque	4 429,9	4 454,5	4 560,7	4 849,9	5 105,2	5 246,8	5 450,4	5 860,4	5 980,9	6 074,4
Sociétés d'Etat et EPIC	391,3	399,5	429,8	497,7	564,4	569,6	611,9	609,3	651,9	632,2
A vue	238,7	253,8	261,7	335,9	382,1	353,4	388,2	416,4	452,9	427,7
A terme	152,6	145,7	168,1	161,8	182,3	216,2	223,7	192,9	199,0	204,5
Part. & Ent. privées	4 038,6	4 055,0	4 130,9	4 352,2	4 540,8	4 677,2	4 838,5	5 251,1	5 329,0	5 442,2
A vue	2 077,5	2 045,7	2 070,3	2 224,6	2 341,1	2 458,0	2 525,9	2 739,0	2 722,1	2 785,5
A terme	1 961,1	2 009,3	2 060,6	2 127,6	2 199,7	2 219,2	2 312,6	2 512,1	2 606,9	2 656,7
AUTRES POSTES NETS	**1 492,3**	**1 485,3**	**1 538,1**	**1 512,5**	**1 495,5**	**1 424,4**	**1 435,3**	**1 540,3**	**1 420,1**	**1 533,1**

Source : BCEAO.

(*) = données provisoires.

ANNEXE II

U.M.O.A. : SITUATION RESUMEE DES BANQUES

(en milliards de FCFA)

	2006				2007				2008	
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin (*)
AVOIRS EXTERIEURS NETS	**152,5**	**45,6**	**36,0**	**173,9**	**154,7**	**32,6**	**(41,5)**	**173,3**	**100,1**	**60,1**
Avoirs extérieurs bruts	521,7	467,5	472,9	600,0	606,2	567,6	557,5	607,7	618,6	608,1
Engagements extérieurs	369,2	421,9	436,9	426,1	451,5	535,0	599,0	434,4	518,5	548,0
RESERVES	**832,0**	**833,3**	**812,9**	**648,2**	**964,3**	**1 084,7**	**994,7**	**893,3**	**899,1**	**922,6**
CREANCES SUR LES ETATS	**883,3**	**924,7**	**980,9**	**1 056,4**	**992,4**	**1 128,6**	**1 381,3**	**1 407,8**	**1 433,8**	**1 471,7**
CREDITS A ECONOMIE	**3 759,0**	**3 817,2**	**3 929,0**	**4 276,7**	**4 154,0**	**4 252,6**	**4 436,7**	**4 886,9**	**4 917,9**	**5 121,3**
Crédits à court terme	2 494,3	2 499,9	2 538,9	2 793,3	2 661,2	2 691,2	2 728,5	3 094,9	3 049,0	3 170,8
Crédits de campagne	201,3	204,3	155,6	159,9	183,6	158,5	99,7	146,8	176,1	156,0
Crédits ordinaires	2 293,0	2 295,6	2 383,3	2 633,4	2 477,6	2 532,7	2 628,8	2 948,1	2 872,9	3 014,8
Crédits à moyen terme	1 132,4	1 180,9	1 253,2	1 340,1	1 348,2	1 406,2	1 555,3	1 634,8	1 717,8	1 774,1
Crédits à long terme	132,3	136,4	136,9	143,3	144,6	155,2	152,9	157,2	151,1	176,4
ACTIF = PASSIF	**5 626,8**	**5 620,8**	**5 758,8**	**6 155,2**	**6 265,4**	**6 498,5**	**6 771,2**	**7 361,3**	**7 350,9**	**7 575,7**
DEPOTS PART. & ENTREPRISES	**4 321,7**	**4 348,4**	**4 435,4**	**4 730,9**	**4 900,7**	**5 090,6**	**5 270,7**	**5 673,1**	**5 744,4**	**5 846,6**
Organismes publics	289,0	299,0	310,1	385,7	366,0	420,0	437,0	428,2	421,6	409,4
Particuliers & entreprises privées	4 032,7	4 049,4	4 125,3	4 345,2	4 534,7	4 670,6	4 833,7	5 244,9	5 322,8	5 437,2
DEPOTS DES ETATS	**726,4**	**718,2**	**721,7**	**789,9**	**782,1**	**882,5**	**941,3**	**989,9**	**999,6**	**1 004,1**
CREDITS DE LA BANQUE CENTRALE	**2,9**	**3,8**	**1,1**	**23,1**	**34,2**	**31,9**	**35,6**	**127,7**	**148,5**	**191,8**
AUTRES POSTES NETS	**575,8**	**550,4**	**600,6**	**611,3**	**548,4**	**493,5**	**523,6**	**570,6**	**458,4**	**533,2**

Source : BCEAO.

(*) = données provisoires.

ANNEXE III

U.M.O.A. : SITUATION RESUMEE DE LA BCEAO

(en milliards de FCFA)

	2006				2007				2008	
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin (*)
AVOIRS EXTERIEURS NETS	**3 542,0**	**3 634,4**	**3 667,6**	**3 725,6**	**4 210,4**	**4 313,9**	**4 344,1**	**4 492,5**	**4 343,7**	**4 495,9**
Avoirs extérieurs bruts	3 875,4	3 935,1	3 966,5	4 028,2	4 526,8	4 646,3	4 690,2	4 795,6	4 640,3	4 881,0
Engagements extérieurs	333,4	300,7	298,9	302,6	316,4	332,4	346,1	303,1	296,6	385,1
CREANCES SUR LES ETATS	**568,4**	**551,5**	**537,8**	**516,6**	**504,5**	**498,4**	**514,4**	**495,8**	**488,5**	**523,5**
CREANCES SUR LES BANQUES	**2,9**	**2,4**	**1,4**	**23,1**	**35,8**	**31,9**	**37,3**	**127,6**	**155,2**	**206,5**
CREANCES SUR LES ETABL. FIN.	**1,7**	**1,1**	**1,1**	**1,9**	**1,0**	**1,8**	**1,0**	**1,0**	**1,5**	**1,4**
ACTIF = PASSIF	**4 115,0**	**4 189,4**	**4 207,9**	**4 267,2**	**4 751,7**	**4 846,0**	**4 896,8**	**5 116,9**	**4 988,9**	**5 227,3**
CIRCULATION FIDUCIAIRE	**1 993,8**	**1 983,5**	**1 929,0**	**2 229,9**	**2 164,2**	**2 140,0**	**2 157,0**	**2 540,8**	**2 409,9**	**2 399,3**
DEPOTS DES ETATS (y c. encaisses)	**264,5**	**333,0**	**403,0**	**368,9**	**470,0**	**534,2**	**651,9**	**525,9**	**475,0**	**663,0**
DEPOTS DES BANQUES (y c. encais.)	**861,1**	**859,8**	**869,7**	**674,5**	**1 023,8**	**1 120,3**	**1 034,1**	**913,4**	**899,9**	**1 001,8**
AUTRES DEPOTS	**108,2**	**106,1**	**125,3**	**119,0**	**204,5**	**156,2**	**179,7**	**187,3**	**236,5**	**227,8**
AUTRES POSTES NETS	**887,4**	**907,0**	**880,9**	**874,9**	**889,2**	**895,3**	**874,1**	**949,5**	**967,6**	**935,4**

Source : BCEAO.

(*) = données provisoires.

ANNEXE IV

U.M.O.A. : BASE MONETAIRE

(en milliards de FCFA)

	2006				2007				2008	
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin (*)
BASE MONETAIRE	**2 963,1**	**2 949,4**	**2 924,0**	**3 023,4**	**3 392,5**	**3 416,5**	**3 370,8**	**3 641,5**	**3 546,3**	**3 628,9**
Circulation Fiduciaire	1 993,8	1 983,5	1 929,0	2 229,9	2 164,2	2 140,0	2 157,0	2 540,8	2 409,9	2 399,3
Réserves des banques	861,1	859,8	869,7	674,5	1 023,8	1 120,3	1 034,1	913,4	899,9	1 001,8
Autres Dépôts	108,2	106,1	125,3	119,0	204,5	156,2	179,7	187,3	236,5	227,8
CONTREPARTIES DE LA BASE MONETAIRE	**2 963,1**	**2 949,4**	**2 924,0**	**3 023,4**	**3 392,5**	**3 416,5**	**3 370,8**	**3 641,5**	**3 546,3**	**3 628,9**
Avoirs Extérieurs Nets	3 542,0	3 634,4	3 667,6	3 725,6	4 210,4	4 313,9	4 344,1	4 492,5	4 343,7	4 495,9
Position Nette du Gouvernement	303,8	218,5	134,8	147,7	34,5	(35,8)	(137,5)	(30,1)	13,4	(139,5)
Concours aux Banques et Etablissements Financiers	4,6	3,5	2,5	25,0	36,9	33,7	38,3	128,6	156,6	207,9
Autres Postes Nets	(887,3)	(907,0)	(880,9)	(874,9)	(889,3)	(895,3)	(874,1)	(949,5)	(967,4)	(935,4)
MASSE MONETAIRE	**6 502,7**	**6 520,7**	**6 574,6**	**7 170,8**	**7 361,6**	**7 490,1**	**7 718,2**	**8 511,6**	**8 487,3**	**8 570,9**
Multiplicateur	2,2	2,2	2,2	2,4	2,2	2,2	2,3	2,3	2,4	2,4

Source : BCEAO.

(*) = données provisoires.

ANNEXE V

U.M.O.A. : POSITION NETTE DES GOUVERNEMENTS

(en milliards de FCFA)

	2006				2007				2008	
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin (*)
BILLETS ET MONNAIES	19,6	20,1	19,9	18,4	20,3	20,4	17,5	18,0	21,1	20,2
DEPOTS A LA BANQUE CENTRALE	244,9	312,9	383,0	350,5	449,7	513,8	634,4	507,9	453,9	642,8
DEPOTS DANS LES BANQUES	726,4	718,2	721,7	789,9	782,1	882,5	941,3	989,9	999,6	1 004,1
OBLIGATIONS CAUTIONNEES	18,2	16,0	14,8	19,5	15,6	16,1	15,2	16,5	12,8	14,2
TOTAL DES CREANCES	**1 009,1**	**1 067,2**	**1 139,4**	**1 178,3**	**1 267,7**	**1 432,8**	**1 608,4**	**1 532,3**	**1 487,4**	**1 681,3**
CONCOURS DE LA BANQUE CENTRALE	347,2	339,2	326,4	316,9	308,5	304,5	299,2	291,0	287,2	282,7
Escompte OC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Article 16	337,2	329,3	320,6	311,3	303,1	299,2	293,9	285,8	282,0	277,5
C.C.P.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TITRES D'ETAT ET CONSOLIDATIONS	10,0	9,9	5,8	5,6	5,4	5,3	5,3	5,2	5,2	5,2
CONCOURS DES BANQUES	883,3	924,7	980,9	1 056,4	992,4	1 128,6	1 381,3	1 407,8	1 433,8	1 471,7
DEPOTS EN CCP DES PART. ET ENTR.	35,3	37,3	39,8	45,8	44,5	53,3	60,4	60,9	44,9	44,2
DEPOTS EN CNE	43,7	45,4	45,1	45,2	47,7	50,0	50,4	49,5	51,6	53,0
CONCOURS DU FMI	164,3	155,4	154,5	148,0	144,3	142,2	163,4	155,2	151,7	191,2
AUTRES CONCOURS	56,9	56,9	56,9	51,7	51,7	51,7	51,7	49,6	49,6	49,6
TOTAL DES DETTES	**1 530,7**	**1 558,9**	**1 603,6**	**1 664,0**	**1 589,1**	**1 730,3**	**2 006,4**	**2 014,0**	**2 018,8**	**2 092,4**
POSITION NETTE	**521,6**	**491,7**	**464,2**	**485,7**	**321,4**	**297,5**	**398,0**	**481,7**	**531,4**	**411,1**

Source : BCEAO.

(*) = données provisoires.

ANNEXE VI

U.M.O.A. : INTERVENTIONS GLOBALES DE LA BCEAO

(en milliards de FCFA)

	2006				2007				2008	
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin (*)
CONCOURS AUX BANQUES & ETS FIN.	**4,6**	**3,5**	**2,5**	**25,0**	**36,9**	**33,7**	**38,3**	**128,6**	**156,7**	**207,9**
. MARCHE MONETAIRE	0,0	0,0	0,0	0,0	31,4	30,8	35,0	50,0	90,0	100,0
. PENSION	4,6	3,5	2,5	25,0	5,5	2,9	3,3	78,6	66,7	107,9
. AVANCES S/TITRES D'ETAT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. CONSOLIDATION	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. AUTRES CONCOURS	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CONCOURS AUX TRESORS	**347,2**	**339,2**	**326,4**	**316,9**	**308,5**	**304,4**	**299,2**	**291,0**	**287,2**	**282,7**
. ESCOMPTE OBLIGATIONS CAUTIONNEES	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. DECOUVERT EN COMPTE COURANT	337,2	329,3	320,6	311,3	303,1	299,1	293,9	285,8	282,0	277,5
. ESCOMPTE D'EFFETS PUBLICS (ART.13)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. ESCOMPTE D'EFFETS PUBLICS (ART.15)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. TITRES D'ETAT ET CONSOLIDATIONS	10,0	9,9	5,8	5,6	5,4	5,3	5,3	5,2	5,2	5,2
. CCP	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
INTERVENTIONS TOTALES	**351,8**	**342,7**	**328,9**	**341,9**	**345,4**	**338,1**	**337,5**	**419,6**	**443,9**	**490,6**

Source : BCEAO.

(*) = données provisoires.

ANNEXE VII

BENIN : SITUATION MONETAIRE INTEGREE

(en milliards de FCFA)

	2006				2007				2008	
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin (*)
AVOIRS EXTERIEURS NETS	**434,4**	**420,9**	**449,8**	**520,2**	**495,7**	**513,5**	**594,6**	**656,8**	**625,6**	**721,8**
Banque centrale	377,4	389,6	396,9	436,7	459,6	458,8	504,3	521,3	500,4	539,0
Banques	57,0	31,3	52,9	83,5	36,1	54,7	90,3	135,5	125,2	182,8
CREDIT INTERIEUR	**255,5**	**237,5**	**244,1**	**255,0**	**231,2**	**234,2**	**201,3**	**232,1**	**259,6**	**290,6**
Position nette du Gouvernement	(107,8)	(132,2)	(142,3)	(160,8)	(222,1)	(208,2)	(258,7)	(287,9)	(280,8)	(259,7)
Crédits à l'économie	363,3	369,7	386,4	415,8	453,3	442,4	460,0	520,0	540,4	550,3
Crédits de campagne	19,6	14,0	13,1	8,9	41,1	29,7	12,5	20,6	25,8	15,3
Crédits ordinaires	343,7	355,7	373,3	406,9	412,2	412,7	447,5	499,4	514,6	535,0
ACTIF = PASSIF	**689,9**	**658,4**	**693,9**	**775,2**	**726,9**	**747,7**	**795,9**	**888,9**	**885,2**	**1 012,4**
MASSE MONETAIRE	**654,3**	**638,2**	**653,2**	**726,1**	**691,2**	**718,2**	**763,0**	**869,4**	**905,6**	**971,8**
Circulation fiduciaire	218,0	215,0	211,6	253,0	204,9	206,3	203,5	238,9	251,6	286,1
Dépôts en CCP	9,8	9,4	8,6	9,2	9,2	9,5	12,6	12,6	7,9	9,0
Dépôts en CNE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts en Banque	426,5	413,8	433,0	463,9	477,1	502,4	546,9	617,9	646,1	676,7
Sociétés d'Etat et EPIC	43,5	43,2	48,2	50,6	55,7	58,8	68,8	72,6	81,8	85,2
A vue	16,7	17,3	17,0	19,2	20,4	22,5	29,3	35,2	42,2	34,9
A terme	26,8	25,9	31,2	31,4	35,3	36,3	39,5	37,4	39,6	50,3
Part. & Ent. privées	383,0	370,6	384,8	413,3	421,4	443,6	478,1	545,3	564,3	591,5
A vue	197,5	193,3	199,9	221,1	224,3	233,6	252,3	303,2	310,5	331,3
A terme	185,5	177,3	184,9	192,2	197,1	210,0	225,8	242,1	253,8	260,2
AUTRES POSTES NETS	**35,6**	**20,2**	**40,7**	**49,1**	**35,7**	**29,5**	**32,9**	**19,5**	**(20,4)**	**40,6**

Source : BCEAO.

(*) = données provisoires.

ANNEXE VIII

BURKINA : SITUATION MONETAIRE INTEGREE

(en milliards de FCFA)

	2006				2007				2008	
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin (*)
AVOIRS EXTERIEURS NETS	**227,9**	**227,2**	**226,5**	**221,0**	**383,9**	**432,3**	**458,3**	**409,3**	**383,4**	**345,5**
Banque centrale	227,0	227,7	226,4	202,9	350,3	392,1	431,9	355,0	318,9	291,3
Banques	0,9	-0,5	0,1	18,1	33,6	40,2	26,4	54,3	64,5	54,2
CREDIT INTERIEUR	**485,7**	**477,6**	**474,3**	**512,2**	**443,6**	**388,8**	**394,6**	**452,8**	**483,9**	**513,1**
Position nette du Gouvernement	(20,8)	(27,2)	(56,8)	(30,2)	(107,2)	(133,9)	(141,6)	(93,8)	(92,0)	(72,8)
Crédits à l'économie	506,5	0,5	531,1	542,4	550,8	522,7	536,2	546,6	575,9	585,9
Crédits de campagne	90,0	94,3	0,1	75,5	46,9	53,1	33,2	18,1	58,4	40,9
Crédits ordinaires	416,5	410,5	441,1	466,9	503,9	469,6	503,0	528,5	517,5	545,0
ACTIF = PASSIF	**713,6**	**704,8**	**700,8**	**733,2**	**827,5**	**821,1**	**852,9**	**862,1**	**867,3**	**858,6**
MASSE MONETAIRE	**649,0**	**648,0**	**628,8**	**661,6**	**760,2**	**783,3**	**817,9**	**813,2**	**812,8**	**810,5**
Circulation fiduciaire	162,0	145,8	131,8	142,0	189,4	196,5	208,8	202,4	164,1	157,3
Dépôts en CCP	3,5	3,8	3,3	3,7	4,0	3,1	3,5	3,5	3,4	3,2
Dépôts en CNE	43,7	45,4	45,1	45,2	47,7	50,0	50,4	49,5	51,6	53,0
Dépôts en Banque	439,8	453,0	448,6	470,7	519,1	533,7	555,2	557,8	593,7	597,0
Sociétés d'Etat et EPIC	69,5	75,4	74,5	77,2	86,1	84,6	94,6	83,3	85,9	64,6
A vue	29,5	32,8	26,3	30,0	45,4	37,6	39,5	31,3	32,4	21,5
A terme	40,0	42,6	48,2	47,2	40,7	47,0	55,1	52,0	53,5	43,1
Part. & Ent. privées	370,3	377,6	374,1	393,5	433,0	449,1	460,6	474,5	507,8	532,4
A vue	188,7	174,1	170,1	192,2	210,2	205,2	209,7	231,1	243,2	235,2
A terme	181,6	203,5	204,0	201,3	222,8	243,9	250,9	243,4	264,6	297,2
AUTRES POSTES NETS	**64,6**	**56,8**	**72,0**	**71,6**	**67,3**	**37,8**	**35,0**	**48,9**	**54,5**	**48,1**

Source : BCEAO.

(*) = données provisoires.

ANNEXE IX

COTE D'IVOIRE : SITUATION MONETAIRE INTEGREE

(en milliards de FCFA)

	2006				2007				2008	
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin (*)
AVOIRS EXTERIEURS NETS	**830,3**	**776,8**	**795,7**	**821,8**	**1 062,6**	**1 000,9**	**965,2**	**1 036,6**	**1 006,6**	**928,4**
Banque centrale	707,5	668,3	727,5	776,0	905,5	946,0	927,4	994,2	957,5	925,7
Banques	122,8	108,5	68,2	45,8	157,1	54,9	37,8	42,4	49,1	2,7
CREDIT INTERIEUR	**1 459,4**	**1 469,6**	**1 393,4**	**1 636,3**	**1 436,3**	**1 500,1**	**1 675,2**	**1 962,5**	**1 926,5**	**1 956,2**
Position nette du Gouvernement	385,4	385,6	321,7	345,3	290,8	305,9	367,7	430,7	455,1	432,6
Crédits à l'économie	1 074,0	1 084,0	1 071,7	1 291,0	1 145,5	1 194,2	1 307,5	1 531,8	1 471,4	1 523,6
Crédits de campagne	43,9	54,2	26,0	65,7	53,9	37,7	32,8	96,6	74,0	60,7
Crédits ordinaires	1 030,1	1 029,8	1 045,7	1 225,3	1 091,6	1 156,5	1 274,7	1 435,2	1 397,4	1 462,9
ACTIF = PASSIF	**2 289,7**	**2 246,4**	**2 189,1**	**2 458,1**	**2 498,9**	**2 501,0**	**2 640,4**	**2 999,1**	**2 933,1**	**2 884,6**
MASSE MONETAIRE	**2 073,8**	**2 047,5**	**2 010,3**	**2 294,8**	**2 351,4**	**2 347,4**	**2 463,3**	**2 836,5**	**2 780,4**	**2 749,5**
Circulation fiduciaire	703,1	685,6	640,6	815,2	757,6	758,4	770,4	1 043,4	976,4	922,9
Dépôts en CCP	9,6	9,1	8,9	12,8	9,2	7,9	15,5	16,9	7,5	8,1
Dépôts en CNE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts en Banque	1 361,1	1 352,8	1 360,8	1 466,8	1 584,6	1 581,1	1 677,4	1 776,2	1 796,5	1 818,5
Sociétés d'Etat et EPIC	60,9	66,0	63,6	78,2	130,2	126,9	121,4	104,2	102,8	105,0
A vue	29,7	35,7	32,6	43,7	91,6	50,8	50,6	57,6	56,9	57,1
A terme	31,2	30,3	31,0	34,5	38,6	76,1	70,8	46,6	45,9	47,9
Part. & Ent. privées	1 300,2	1 286,8	1 297,2	1 388,6	1 454,4	1 454,2	1 556,0	1 672,0	1 693,7	1 713,5
A vue	627,9	624,0	619,0	679,4	707,5	718,0	798,4	865,3	833,1	841,7
A terme	672,3	662,8	678,2	709,2	746,9	736,2	757,6	806,7	860,6	871,8
AUTRES POSTES NETS	**215,9**	**198,9**	**178,8**	**163,3**	**147,5**	**153,6**	**177,1**	**162,6**	**152,7**	**135,1**

Source : BCEAO.

(*) = données provisoires.

ANNEXE X

GUINEE-BISSAU : SITUATION MONETAIRE INTEGREE

(en milliards de FCFA)

	2006				2007				2008	
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin (*)
AVOIRS EXTERIEURS NETS	**38,7**	**41,7**	**43,4**	**43,2**	**44,5**	**43,5**	**50,2**	**51,5**	**47,6**	**55,3**
Banque centrale	34,0	34,2	38,0	33,9	38,2	37,3	43,6	44,4	46,4	64,0
Banques	4,7	7,5	5,4	9,3	6,3	6,2	6,6	7,1	1,2	-8,7
CREDIT INTERIEUR	**15,7**	**16,4**	**15,5**	**16,7**	**18,7**	**23,4**	**22,4**	**20,7**	**32,3**	**50,3**
Position nette du Gouvernement	11,8	10,0	9,1	10,4	10,3	10,9	12,2	10,2	15,7	15,6
Crédits à l'économie	3,9	6,4	6,4	6,3	8,4	12,5	10,2	10,5	16,6	34,7
Crédits de campagne	0,0	1,0	0,0	0,5	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	5,7
Crédits ordinaires	3,9	5,4	6,4	5,8	8,3	12,4	10,2	10,5	16,6	29,0
ACTIF = PASSIF	**54,4**	**58,1**	**58,9**	**59,9**	**63,2**	**66,9**	**72,6**	**72,2**	**79,9**	**105,6**
MASSE MONETAIRE	**52,5**	**54,9**	**55,6**	**55,2**	**59,1**	**62,2**	**70,7**	**69,0**	**72,9**	**106,2**
Circulation fiduciaire	38,9	40,4	39,6	39,7	34,6	38,7	41,2	43,5	45,8	68,1
Dépôts en CCP	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts en CNE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts en Banque	13,6	14,5	16,0	15,5	24,5	23,5	29,5	25,5	27,1	38,1
Sociétés d'Etat et EPIC	0,1	0,1	0,1	0,3	0,6	0,5	0,2	0,3	0,1	0,4
A vue	0,1	0,1	0,1	0,3	0,6	0,5	0,2	0,3	0,1	0,4
A terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Part. & Ent. privées	13,5	14,4	15,9	15,2	23,9	23,0	29,3	25,2	27,0	37,7
A vue	11,7	12,6	14,3	13,3	21,7	19,8	25,5	19,8	20,7	32,0
A terme	1,8	1,8	1,6	1,9	2,2	3,2	3,8	5,4	6,3	5,7
AUTRES POSTES NETS	**1,9**	**3,2**	**3,3**	**4,7**	**4,1**	**4,7**	**1,9**	**3,2**	**7,0**	**(0,6)**

Source : BCEAO.

(*) = données provisoires.

ANNEXE XI

MALI : SITUATION MONETAIRE INTEGREE

(en milliards de FCFA)

	2006				2007				2008	
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin (*)
AVOIRS EXTERIEURS NETS	**466,5**	**490,8**	**440,4**	**524,0**	**530,5**	**483,0**	**475,5**	**526,4**	**526,8**	**506,4**
Banque centrale	419,4	458,6	407,3	460,0	489,0	491,2	467,2	460,5	459,7	464,7
Banques	47,1	32,2	33,1	64,0	41,5	-8,2	8,3	65,9	67,1	41,7
CREDIT INTERIEUR	**422,9**	**379,5**	**445,3**	**447,0**	**421,8**	**393,4**	**441,0**	**494,8**	**479,8**	**493,8**
Position nette du Gouvernement	(67,5)	(91,1)	(79,4)	(128,2)	(115,6)	(141,4)	(110,0)	(123,5)	(128,8)	(134,9)
Crédits à l'économie	490,4	470,6	524,7	575,2	537,4	534,8	551,0	618,3	608,6	628,7
Crédits de campagne	28,3	29,2	17,2	0,0	15,8	16,3	8,0	0,0	0,0	17,2
Crédits ordinaires	462,1	441,4	507,5	575,2	521,6	518,5	543,0	618,3	608,6	611,5
ACTIF = PASSIF	**889,4**	**870,3**	**885,7**	**971,0**	**952,3**	**876,4**	**916,5**	**1 021,2**	**1 006,6**	**1 000,2**
MASSE MONETAIRE	**816,2**	**803,1**	**816,3**	**931,9**	**884,7**	**878,3**	**894,1**	**1 018,3**	**1 013,7**	**1 009,3**
Circulation fiduciaire	297,2	304,1	302,4	343,7	322,6	319,9	320,0	323,9	335,7	345,5
Dépôts en CCP	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts en CNE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts en Banque	519,0	499,0	513,9	588,2	562,1	558,4	574,1	694,4	678,0	663,8
Sociétés d'Etat et EPIC	23,2	33,1	38,4	85,2	59,3	71,6	60,9	75,2	57,1	59,3
A vue	21,7	30,5	23,8	80,8	34,4	45,6	40,7	58,9	40,3	41,1
A terme	1,5	2,6	14,6	4,4	24,9	26,0	20,2	16,3	16,8	18,2
Part. & Ent. privées	495,8	465,9	475,5	503,0	502,8	486,8	513,2	619,2	620,9	604,5
A vue	294,8	250,6	255,4	276,2	307,4	297,6	302,3	325,9	332,6	317,9
A terme	201,0	215,3	220,1	226,8	195,4	189,2	210,9	293,3	288,3	286,6
AUTRES POSTES NETS	**73,2**	**67,2**	**69,4**	**39,1**	**67,6**	**(1,9)**	**22,4**	**2,9**	**(7,1)**	**(9,1)**

Source : BCEAO.

(*) = données provisoires.

ANNEXE XII

NIGER : SITUATION MONETAIRE INTEGREE

(en milliards de FCFA)

	2006				2007				2008	
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin (*)
AVOIRS EXTERIEURS NETS	**135,6**	**122,0**	**128,8**	**155,5**	**177,8**	**155,9**	**160,5**	**225,1**	**186,8**	**331,6**
Banque centrale	136,4	133,5	139,9	161,3	196,5	177,6	178,0	234,1	200,3	338,7
Banques	(0,8)	(11,5)	(11,1)	(5,8)	(18,7)	(21,7)	(17,5)	(9,0)	(13,5)	(7,1)
CREDIT INTERIEUR	**137,5**	**167,6**	**166,0**	**151,8**	**146,8**	**157,2**	**177,0**	**142,1**	**166,7**	**53,6**
Position nette du Gouvernement	6,7	23,3	17,0	(7,9)	(19,9)	(21,2)	(16,0)	(49,8)	(46,4)	(176,8)
Crédits à l'économie	130,8	144,3	149,0	159,7	166,7	178,4	193,0	191,9	213,1	230,4
Crédits de campagne	0,8	0,5	0,2	0,4	0,4	0,3	0,1	0,7	0,8	0,5
Crédits ordinaires	130,0	143,8	148,8	159,3	166,3	178,1	192,9	191,2	212,3	229,9
ACTIF = PASSIF	**273,1**	**289,6**	**294,8**	**307,3**	**324,6**	**313,1**	**337,5**	**367,2**	**353,5**	**385,2**
MASSE MONETAIRE	**263,5**	**277,0**	**273,3**	**289,1**	**309,2**	**299,7**	**308,3**	**356,2**	**342,8**	**367,7**
Circulation fiduciaire	121,6	130,5	124,6	132,9	144,8	124,3	129,6	133,3	133,9	135,1
Dépôts en CCP	1,5	1,4	1,5	1,8	2,0	1,4	1,4	1,4	1,6	1,8
Dépôts en CNE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts en Banque	140,4	145,1	147,2	154,4	162,4	174,0	177,3	221,5	207,3	230,8
Sociétés d'Etat et EPIC	7,6	7,8	7,5	10,0	8,5	10,6	9,8	13,2	11,5	14,5
A vue	2,9	3,6	3,2	5,0	3,5	5,3	4,4	8,7	6,0	9,2
A terme	4,7	4,2	4,3	5,0	5,0	5,3	5,4	4,5	5,5	5,3
Part. & Ent. privées	132,8	137,3	139,7	144,4	153,9	163,4	167,5	208,3	195,8	216,3
A vue	76,4	82,1	83,6	89,4	92,2	99,8	98,0	126,5	112,5	127,3
A terme	56,4	55,2	56,1	55,0	61,7	63,6	69,5	81,8	83,3	89,0
AUTRES POSTES NETS	**9,6**	**12,6**	**21,5**	**18,2**	**15,4**	**13,4**	**29,2**	**11,0**	**10,7**	**17,5**

Source : BCEAO.

(*) = données provisoires.

ANNEXE XIII

SENEGAL : SITUATION MONETAIRE INTEGREE

(en milliards de FCFA)

	2006				2007				2008	
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin (*)
AVOIRS EXTERIEURS NETS	**731,4**	**729,0**	**749,7**	**779,5**	**800,1**	**823,2**	**771,7**	**851,2**	**751,2**	**744,1**
Banque centrale	550,6	581,9	590,5	569,3	618,9	656,9	635,3	644,3	562,6	620,7
Banques	180,8	147,1	159,2	210,2	181,2	166,3	136,4	206,9	188,6	123,4
CREDIT INTERIEUR	**955,9**	**999,6**	**1 049,5**	**1 122,4**	**1 140,7**	**1 191,0**	**1 208,1**	**1 323,5**	**1 326,1**	**1 406,8**
Position nette du Gouvernement	(90,2)	(89,1)	(49,9)	11,1	38,0	20,3	47,9	93,2	71,8	82,0
Crédits à l'économie	1 046,1	1 088,7	1 099,4	1 111,3	1 102,7	1 170,7	1 160,2	1 230,3	1 254,3	1 324,8
Crédits de campagne	18,2	10,6	8,6	8,9	25,2	21,3	13,1	10,4	17,1	15,7
Crédits ordinaires	1 027,9	1 078,1	1 090,8	1 102,4	1 077,5	1 149,4	1 147,1	1 219,9	1 237,2	1 309,1
ACTIF = PASSIF	**1 687,3**	**1 728,6**	**1 799,2**	**1 901,9**	**1 940,8**	**2 014,2**	**1 979,8**	**2 174,7**	**2 077,3**	**2 150,9**
MASSE MONETAIRE	**1 552,9**	**1 596,7**	**1 633,6**	**1 751,3**	**1 785,6**	**1 863,3**	**1 821,3**	**1 972,1**	**1 903,4**	**1 911,5**
Circulation fiduciaire	387,7	391,9	396,4	453,4	453,8	438,2	421,4	483,6	439,6	418,8
Dépôts en CCP	9,8	12,4	16,1	16,8	18,6	22,6	23,9	22,7	20,5	18,2
Dépôts en CNE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts en Banque	1 155,4	1 192,4	1 221,1	1 281,1	1 313,2	1 402,5	1 376,0	1 465,8	1 443,3	1 474,5
Sociétés d'Etat et EPIC	67,5	60,2	51,4	63,3	54,0	54,1	52,9	58,7	57,6	62,8
A vue	28,0	29,4	23,0	30,2	23,4	37,6	33,0	46,9	39,1	39,6
A terme	39,5	30,8	28,4	33,1	30,6	16,5	19,9	11,8	18,5	23,2
Part. & Ent. privées	1 087,9	1 132,2	1 169,7	1 217,8	1 259,2	1 348,4	1 323,1	1 407,1	1 385,7	1 411,7
A vue	545,0	561,8	577,7	605,2	621,2	713,7	674,9	714,3	705,0	739,2
A terme	542,9	570,4	592,0	612,6	638,0	634,7	648,2	692,8	680,7	672,5
AUTRES POSTES NETS	**134,4**	**131,9**	**165,6**	**150,6**	**155,2**	**150,9**	**158,5**	**202,6**	**173,9**	**239,4**

Source : BCEAO.

(*) = données provisoires.

ANNEXE XIV

TOGO : SITUATION MONETAIRE INTEGREE

(en milliards de FCFA)

	2006				2007				2008	
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin (*)
AVOIRS EXTERIEURS NETS	**186,0**	**194,3**	**197,8**	**204,1**	**224,2**	**216,6**	**213,7**	**199,1**	**203,5**	**228,4**
Banque centrale	127,2	144,9	146,8	153,1	174,9	170,7	180,0	162,5	158,0	165,1
Banques	58,8	49,4	51,0	51,0	49,3	45,9	33,7	36,6	45,5	63,3
CREDIT INTERIEUR	**165,8**	**169,1**	**181,4**	**199,0**	**200,9**	**214,0**	**232,0**	**263,2**	**254,7**	**254,0**
Position nette du Gouvernement	2,1	3,4	5,2	2,6	(4,9)	(0,8)	(2,7)	8,1	2,8	(4,2)
Crédits à l'économie	163,7	165,7	176,2	196,4	205,8	214,8	234,7	255,1	251,9	258,2
Crédits de campagne	0,4	0,4	0,5	0,1	0,2	0,1	0,0	0,5	0,1	0,0
Crédits ordinaires	163,3	165,3	175,7	196,3	205,6	214,7	234,7	254,6	251,8	258,2
ACTIF = PASSIF	**351,8**	**363,4**	**379,2**	**403,1**	**425,1**	**430,6**	**445,7**	**462,3**	**458,2**	**482,4**
MASSE MONETAIRE	**326,0**	**339,0**	**363,4**	**384,9**	**413,0**	**425,9**	**450,9**	**449,5**	**476,2**	**473,3**
Circulation fiduciaire	65,1	70,1	82,1	100,1	106,7	107,8	112,2	122,0	112,9	115,7
Dépôts en CCP	1,0	1,2	1,5	1,6	1,6	8,8	3,4	3,8	4,2	3,9
Dépôts en CNE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts en Banque	259,9	267,7	279,8	283,2	304,7	309,3	335,3	323,7	359,1	353,7
Sociétés d'Etat et EPIC	27,2	20,3	33,6	34,2	32,1	30,9	46,6	43,5	47,6	42,4
A vue	18,3	11,1	23,3	28,0	24,8	22,0	33,8	19,1	28,3	25,8
A terme	8,9	9,2	10,3	6,2	7,3	8,9	12,8	24,4	19,3	16,6
Part. & Ent. privées	232,7	247,4	246,2	249,0	272,6	278,4	288,7	280,2	311,5	311,3
A vue	113,0	124,3	122,4	120,4	136,9	140,1	142,6	133,6	142,2	137,7
A terme	119,7	123,1	123,8	128,6	135,7	138,3	146,1	146,6	169,3	173,6
AUTRES POSTES NETS	**25,8**	**24,4**	**15,8**	**18,2**	**12,1**	**4,7**	**(5,2)**	**12,8**	**(18,0)**	**9,1**

Source : BCEAO.

(*) = données provisoires.

INTERVENTIONS DE LA BANQUE CENTRALE AU 30 JUIN 2008

La liquidité bancaire détenue en comptes ordinaires (CO) et en comptes de règlement (CR) à la Banque Centrale s'est établie en moyenne à 702,3 milliards au deuxième trimestre 2008 contre 667,7 milliards un trimestre plus tôt et 907,6 milliards à la même période de l'année précédente. Pour leur part, les réserves libres se sont situées à 150,4 milliards contre 160,1 milliards au premier trimestre 2008 et 413,7 milliards au deuxième trimestre 2007.

Dans ce contexte de faible reconstitution de la liquidité bancaire, les interventions de la Banque Centrale en faveur des établissements de crédit sont demeurées en hausse.

I - MISE EN ŒUVRE DES INSTRUMENTS DE POLITIQUE MONETAIRE

Au cours de la période sous revue, le taux de pension et le taux d'escompte de la Banque Centrale sont demeurés fixés respectivement à 4,25% et 4,75%. Aucune modification n'a été non plus apportée au dispositif des réserves obligatoires.

II - EVOLUTION DES INTERVENTIONS

Durant le deuxième trimestre 2008, la BCEAO a répondu aux sollicitations du guichet permanent de la pension par les établissements de crédit. Elle a également poursuivi les opérations d'injections hebdomadaires de liquidités.

Les interventions de la Banque Centrale se sont établies à 490,6 milliards au total au 30 juin 2008, en hausse de 46,7 milliards ou 10,5%, par rapport au niveau atteint au 31 mars 2008.

Les **concours aux Trésors nationaux** ont enregistré un léger repli à 282,7 milliards au 30 juin 2008 contre 287,2 milliards un trimestre plus tôt, du fait des remboursements au titre des concours monétaires directs consolidés aux Etats et des créances consolidées sur la Guinée-Bissau.

Tous les Etats, à l'exception de la Côte d'Ivoire et du Niger, ont procédé au règlement de leurs engagements échus à fin juin 2008 pour un montant global de 4,5 milliards, dont 0,6 milliard d'intérêts. Les montants dus par la Côte d'Ivoire et le Niger au titre du deuxième trimestre 2008 et non remboursés se sont élevés respectivement à 5,7 milliards et 0,9 milliard.

Au terme du trimestre sous revue, le total des engagements échus en capital et intérêts et non encore honorés est ressorti à 72,2 milliards, dont 62,2 milliards pour la Côte d'Ivoire et 10,0 milliards pour le Niger. Pour l'ensemble de l'Union, le taux de recouvrement depuis le 1er avril 2003 s'est établi à 66,3%.

Les **refinancements en faveur des banques et établissements financiers** consentis à fin juin 2008, sur le guichet de la pension, se sont élevés à 107,9 milliards et sur celui des enchères régionales à taux variables, à 100,0 milliards, contre respectivement 66,7 milliards et 90,0 milliards au terme du trimestre précédent. En moyenne mensuelle, les concours aux établissements de crédit sont ressortis à 181,1 milliards au cours du trimestre, contre 146,2 milliards le trimestre précédent. Ces concours ont été consentis sur le guichet de la pension, au taux de 4,25%, pour des durées comprises entre un (1) et trente (30) jours et, au titre des appels d'offres d'injection de liquidités, pour des maturités d'une semaine, à un taux moyen mensuel compris entre 3,6918% et 4,1207%.

La part des crédits à l'économie refinancés par l'Institut d'émission s'est élevée à 4,04% à fin juin 2008 contre 3,17% à la fin du trimestre précédent.

III - EVOLUTION DU MARCHE INTERBANCAIRE

Le volume moyen hebdomadaire des opérations sur le marché interbancaire est passé de 41,6 milliards au premier trimestre 2008 à 54,1 milliards au deuxième trimestre. L'encours moyen des prêts interbancaires s'est fixé à 107,6 milliards au cours du trimestre sous revue contre 82,9 milliards le trimestre précédent.

Le taux moyen sur le compartiment à une semaine est ressorti à 4,93% contre 4,68% précédemment. Le taux moyen pondéré, toutes maturités confondues, a augmenté de 3,5980% à 4,1212% d'un trimestre à l'autre.

IV - EVOLUTION DU MARCHE DES TITRES PUBLICS

Les émissions de titres publics au cours du deuxième trimestre 2008 sont ressorties globalement à 184,7 milliards contre 70,5 milliards le trimestre précédent. Elles ont concerné des bons du Trésor du Niger (20,0 milliards sur 6 mois), du Sénégal (40,4 milliards sur 24 mois), du Bénin (40,1 milliards sur 12 mois), de la Côte d'Ivoire (59,2 milliards sur 6 mois) et une émission d'obligations (25,0 milliards) par le Trésor du Sénégal sur 10 ans.

Les taux effectifs des bons se sont situés à l'intérieur d'une fourchette comprise entre 5,8988% et 6,8474%, contre 5,3068% et 5,3321% le trimestre précédent. Le taux de l'émission obligataire s'est établi à 7,00% contre 5,50% pour la précédente émission obligataire de l'Etat du Sénégal, en octobre 2007.

Au total, les besoins de ressources exprimés sur les guichets de refinancement de l'Institut d'émission traduisent une liquidité bancaire plus faible que l'année précédente, conduisant notamment à une pression à la hausse sur les taux du marché interbancaire.

ANNEXE I

EVOLUTION TRIMESTRIELLE DES INTERVENTIONS PAR ETAT

(en milliards de FCFA)

	JUIN 2007				MARS 2008				JUIN 2008				VARIATION JUIN 2008 / MARS 2008			
	ETABLISSEMENTS DE CREDIT		TRESOR (y compris titres, OC et consolidations de créances)	TOTAL	*ETABLISSEMENTS DE CREDIT*		TRESOR (y compris titres, OC et consolidations de créances)	TOTAL	*ETABLISSEMENTS DE CREDIT*		TRESOR (y compris titres, OC et consolidations de créances)	TOTAL	*ETABLISSEMENTS DE CREDIT*		TRESOR (y compris titres, OC et consolidations de créances)	TOTAL
	M.M.	P.O.			M.M.	P.O.			M.M.	P.O.			M.M.	P.O.		
BENIN	2,0	0,0	0,0	**2,0**	43,4	0,5	0,0	**43,9**	34,8	42,0	0,0	**76,8**	-8,6	41,5	0,0	**32,9**
BURKINA	8,0	1,0	21,0	**30,0**	11,6	1,0	18,5	**31,1**	7,3	7,3	17,6	**32,2**	-4,3	6,3	-0,9	**1,1**
COTE D'IVOIRE	0,8	0,9	168,4	**170,1**	0,5	35,9	164,1	**200,5**	8,5	27,3	164,1	**199,9**	8,0	-8,6	0,0	**-0,6**
GUINEE-BISSAU	0,0	0,0	6,8	**6,8**	0,0	0,0	6,6	**6,6**	2,2	0,0	6,5	**8,7**	2,2	0,0	-0,1	**2,1**
MALI	0,0	0,0	14,2	**14,2**	8,7	0,0	12,5	**21,2**	18,6	0,0	11,9	**30,5**	9,9	0,0	-0,6	**9,3**
NIGER	0,0	1,0	35,2	**36,2**	0,0	7,5	33,7	**41,2**	0,0	7,1	33,2	**40,3**	0,0	-0,4	-0,5	**-0,9**
SENEGAL	20,0	0,0	44,9	**64,9**	23,1	17,3	39,5	**79,9**	25,9	15,2	37,7	**78,8**	2,8	-2,1	-1,8	**-1,1**
TOGO	0,0	0,0	13,9	**13,9**	2,7	4,5	12,3	**19,5**	2,7	9,0	11,7	**23,4**	0,0	4,5	-0,6	**3,9**
UMOA	30,8	2,9	304,4	**338,1**	90,0	66,7	287,2	**443,9**	100,0	107,9	282,7	**490,6**	10,0	41,2	-4,5	**46,7**

Source : BCEAO.
MM = Marché monétaire
PO = Pension ordinaire
OC = obligations cautionnées

ANNEXE II

EVOLUTION ANNUELLE DES INTERVENTIONS PAR ETAT

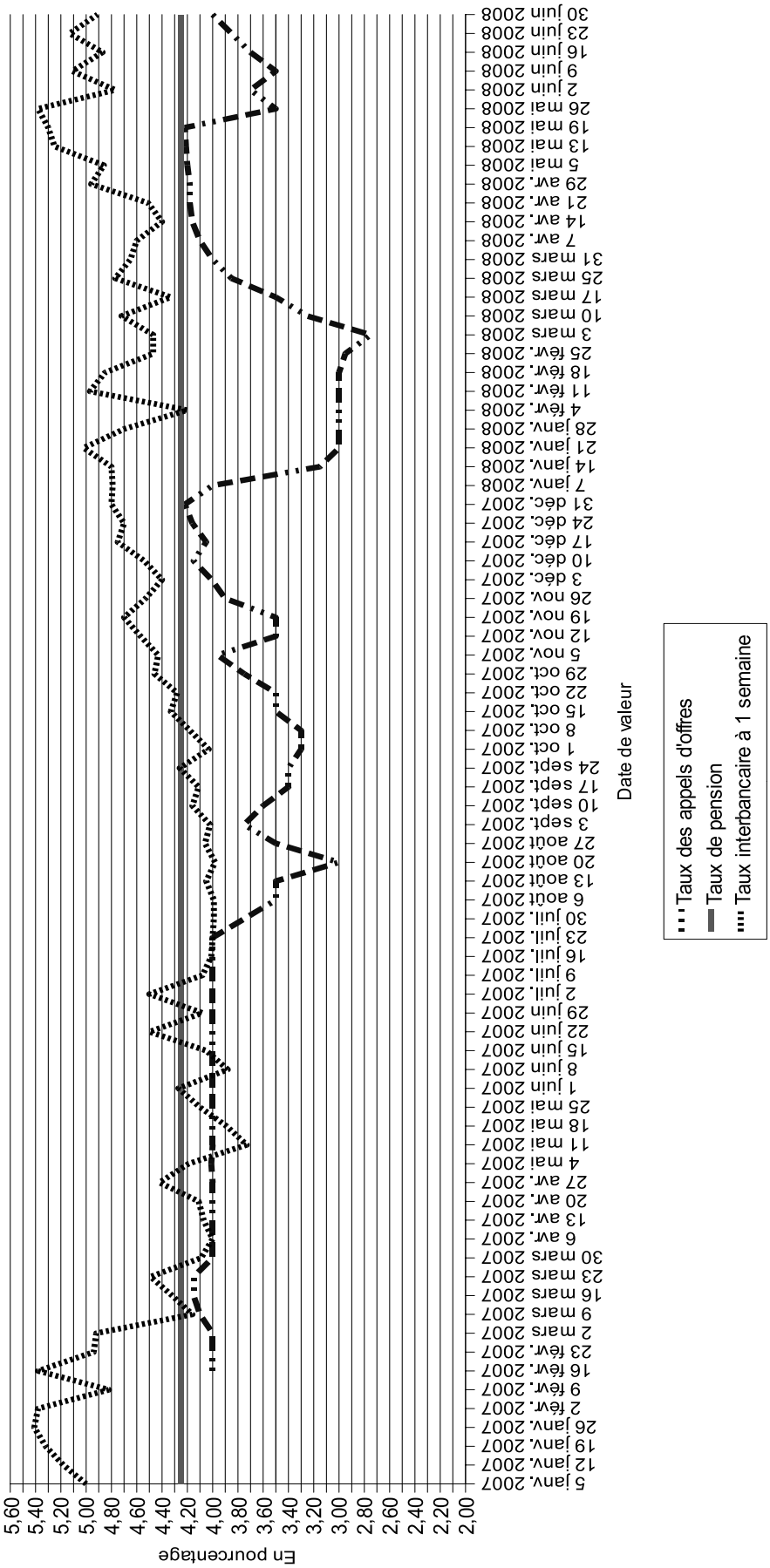
(en milliards de FCFA)

	JUIN 2007				JUIN 2008				VARIATIONS (en milliards FCFA)				VARIATIONS (en pourcentage)			
	ETABLISSEMENTS DE CREDIT		TRESOR (y compris titres, OC et consolidations de créances)	TOTAL	*ETABLISSEMENTS DE CREDIT*		TRESOR (y compris titres, OC et consolidations de créances)	TOTAL	*ETABLISSEMENTS DE CREDIT*		TRESOR (y compris titres, OC et consolidations de créances)	TOTAL	*ETABLISSEMENTS DE CREDIT*		TRESOR (y compris titres, OC et consolidations de créances)	TOTAL
	M.M.	P.O.			M.M.	P.O.			M.M.	P.O.			M.M.	P.O.		
BENIN	2,0	0,0	0,0	**2,0**	34,8	42,0	0,0	**76,8**	32,8	42,0	0,0	**74,8**	-	-	0,0%	**0,0%**
BURKINA	8,0	1,0	21,0	**30,0**	7,3	7,3	17,6	**32,2**	-0,7	6,3	-3,4	**2,2**	-	630,0%	-16,2%	**7,3%**
COTE D'IVOIRE	0,8	0,9	168,4	**170,1**	8,5	27,3	164,1	**199,9**	7,7	26,4	-4,3	**29,8**	-	2933,3%	-2,6%	**17,5%**
GUINEE-BISSAU	0,0	0,0	6,8	**6,8**	2,2	0,0	6,5	**8,7**	2,2	0,0	-0,3	**1,9**	-	-	-4,4%	**27,9%**
MALI	0,0	0,0	14,2	**14,2**	18,6	0,0	11,9	**30,5**	18,6	0,0	-2,3	**16,3**	-	-	-16,2%	**114,8%**
NIGER	0,0	1,0	35,2	**36,2**	0,0	7,1	33,2	**40,3**	0,0	6,1	-2,0	**4,1**	-	610,0%	-5,7%	**11,3%**
SENEGAL	20,0	0,0	44,9	**64,9**	25,9	15,2	37,7	**78,8**	5,9	15,2	-7,2	**13,9**	-	-	-16,0%	**21,4%**
TOGO	0,0	0,0	13,9	**13,9**	2,7	9,0	11,7	**23,4**	2,7	9,0	-2,2	**9,5**	-	-	-15,8%	**68,3%**
U.M.O.A.	30,8	2,9	304,4	**338,1**	100,0	107,9	282,7	**490,6**	69,2	105,0	-21,7	**152,5**	-	3620,7%	-7,1%	**45,1%**

Source : BCEAO.
MM = Marché monétaire
PO = Pension ordinaire
OC = obligations cautionnées

ANNEXE III

EVOLUTION DES PRINCIPAUX TAUX DU MARCHE MONETAIRE



ANNEXE IV

EVOLUTION DES TAUX INTERBANCAIRES DURANT LE 2E TRIMESTRE 2007

Périodes	1 jour	7 jours	14 jours	1 mois
avril	4,72%	4,07%	5,73%	4,80%
mai	4,01%	4,04%	5,11%	4,87%
juin	3,69%	4,17%	5,56%	5,39%
Moyenne	4,14%	4,09%	5,47%	5,02%

Source : BCEAO.

EVOLUTION DES TAUX INTERBANCAIRES DURANT LE 1ER TRIMESTRE 2008

Périodes	1 jour	7 jours	14 jours	1 mois
janvier	4,70%	4,74%	6,85%	5,54%
février	4,50%	4,63%	6,86%	5,68%
mars	4,40%	4,67%	6,72%	5,85%
Moyenne	4,53%	4,68%	6,81%	5,69%

Source : BCEAO.

EVOLUTION DES TAUX INTERBANCAIRES DURANT LE 2E TRIMESTRE 2008

Périodes	1 jour	7 jours	14 jours	1 mois
avril	4,99%	4,69%	5,79%	5,64%
mai	4,95%	5,08%	5,96%	5,66%
juin	5,49%	5,02%	6,26%	5,20%
Moyenne	5,14%	4,93%	6,00%	5,50%

Source : BCEAO.

ANNEXE V

EVOLUTION TRIMESTRIELLE DES EMISSIONS DE TITRES

(montant en millions de FCFA)

	2E TRIMESTRE 2007			1ER TRIMESTRE 2008			2e TRIMESTRE 2008		
	Montant	Durée	Taux	Montant	Durée	Taux	Montant	Durée	Taux
1- Titres de créances négociables par appel public à l'épargne	**41 515**			**50 500**			**159 666**		
- Billets de Trésorerie									
- Certificats de dépôt									
- Bons des Etablissements Financiers									
- Bons des Institutions Financières Régionales									
- Bons du Trésor	41 515	3 mois et 6 mois	3,50% à 6,00%	50 500	6 mois	5,00% à 5,80%	159 666	6 à 24 mois	4,30% à 7,00%
2- Emissions obligataires par appel public à l'épargne	**110 409**			**20 000**			**25 000**		
- Trésors Nationaux	110 409	3 ans et 10 ans	5,50% à 6,00%				25 000	10 ans	7,00%
- BOAD									
- Institutions Financières Internationales				20 000	8 ans	5,25%			
- Emetteurs privés									
3- Emissions obligataires par placement privé	4 000	7 ans	6,50%						
TOTAL	***155 924***			***70 500***			***184 666***		

Source : BCEAO.

EVOLUTION DES PRIX A LA CONSOMMATION DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA A FIN JUIN 2008 ET PERSPECTIVES

Ce chapitre analyse l'évolution de l'inflation mesurée par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) dans les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) à fin juin 2008. Elle décrit les principales sources de l'inflation et donne les perspectives pour l'ensemble de l'année 2008.

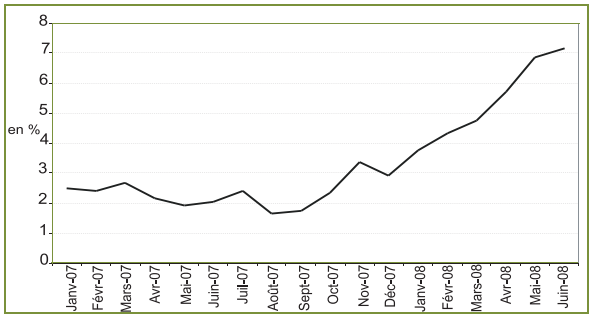
I - EVOLUTION DES PRIX A LA CONSOMMATION DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA A FIN JUIN 2008

1.1 Evolution globale

Le deuxième trimestre 2008 a été marqué par une poursuite de l'accélération de la hausse des prix dans l'UEMOA. En effet, le taux d'inflation **en glissement annuel**, est passé de 4,8% en mars à 7,2% en juin 2008 (cf. graphique 1). Le niveau de l'inflation en juin 2008 est le plus haut, enregistré depuis octobre 1995.

La flambée des prix des produits alimentaires de grande consommation (riz, blé, huile, lait, etc.) et des produits pétroliers constitue la principale cause de l'inflation dans les pays de l'Union. L'impact de ces chocs a été aggravé par l'effet de la baisse de la production de céréales sèches locales au cours de la campagne agricole 2007/2008, dans la quasi-totalité des pays de l'Union, en raison des inondations et de l'arrêt précoce des pluies dans certaines régions.

Graphique 1 : Evolution de l'inflation en glissement annuel de janvier 2007 à juin 2008

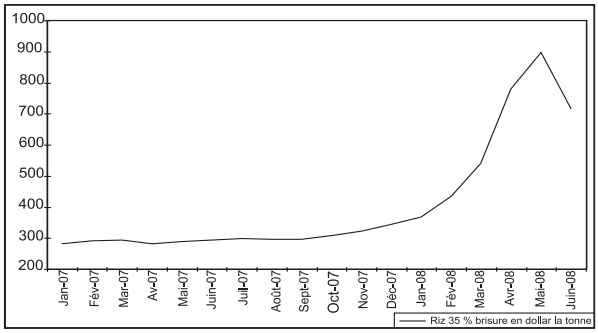


Source : BCEAO.

En moyenne, l'inflation a atteint 5,4% au premier semestre 2008 contre 2,3% à la même période de 2007. La fonction « Alimentation », avec une contribution de 4,1 points de pourcentage, explique 75,0% de l'inflation en moyenne à fin juin 2008. La composante « Transport » est la seconde source des tensions, avec une contribution de 0,4 point de pourcentage, soit 7,4% de l'inflation.

La hausse des prix des produits alimentaires résulte du renchérissement des denrées importées et des céréales locales. En effet, selon l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO), les prix internationaux des produits alimentaires, exprimés en dollars US, ont connu une hausse de 44,0% dans l'ensemble et de 75,6% pour les céréales, en glissement annuel à fin juin 2008. De manière spécifique, les cours mondiaux du riz ont enregistré une progression en glissement annuel de 143,1% à fin juin 2008 (voir graphique 2). Ceux des oléagineux et du blé ont augmenté sur la même période respectivement de 71,8% et 40,1%. Une baisse mensuelle de prix du riz de 20,2% a toutefois été relevée en juin 2008.

Graphique 2 : Evolution des cours mondiaux du riz



Source : BCEAO.

Les augmentations intervenues sur le marché mondial ont eu un impact sur les prix domestiques, nonobstant l'atténuation induite par la baisse du cours du dollar américain vis-à-vis de l'euro. Ainsi, les prix du riz ont progressé en moyenne de 59,4% dans l'UEMOA, avec une variation par pays comprise entre 22,2% au Niger et 79,0% en Côte d'Ivoire. Ceux des produits laitiers, de l'huile et du pain ont augmenté sur un an respectivement de 21,1%, 24,7% et 13,9% dans l'Union.

Une flambée des prix des céréales locales a également été observée dans la plupart des Etats membres. En glissement annuel, à fin juin 2008, l'augmentation des prix du maïs a atteint 70,5% et a varié entre 9,1% au Sénégal et 135,7% au Togo. La hausse des prix des céréales locales est due à une

baisse de la production céréalière dans la sous-région au terme de la précédente campagne, notamment au Sénégal (-25,4%), en Guinée-Bissau (-9,3%), au Bénin (-8,2%) et en Côte d'Ivoire (-7,8%). L'impact de la baisse de la production céréalière dans les pays de l'UEMOA a été amplifié par l'augmentation de la demande en provenance des pays voisins, notamment du Nigeria et le recul de l'offre de maïs en provenance du Ghana, à la suite des déficits enregistrés dans ces pays.

L'évolution de la composante « Transport » est liée au renchérissement des produits pétroliers, en rapport avec la flambée des cours mondiaux du pétrole brut qui ont atteint en moyenne 134,5 dollars en juin 2008 contre 68,2 dollars un an auparavant. Les prix du pétrole brut exprimés en FCFA ont augmenté de 70,3% en glissement annuel à fin juin 2008. Cette évolution est à mettre en liaison avec une progression de 7,2% du prix de l'essence super et de 15,6% de celui du gazole dans l'ensemble de l'Union.

Pour limiter la hausse des prix, des mesures ont été prises, essentiellement en début d'année 2008, dans la plupart des pays de l'Union, et ont ciblé les trois principales sources des tensions inflationnistes, à savoir les produits alimentaires importés, les céréales locales et l'énergie (gaz et carburants). Elles ont été essentiellement d'ordre budgétaire, sous forme de subventions et d'allégements fiscaux. Ainsi, les Etats ont augmenté les subventions aux prix de l'électricité, des carburants et du gaz. Ils ont également procédé à des allègements de droit de douane et de TVA pour les produits alimentaires de grande consommation (lait, huile, blé, riz, etc.). En outre, il a été fait appel aux stocks nationaux de sécurité alimentaire en mettant sur le marché des céréales locales, à prix modérés. Ces mesures ont été complétées par des initiatives visant la régulation des marchés (création de magasins de référence), ainsi que le contrôle du système de distribution des denrées alimentaires. Globalement, ces mesures ont eu un impact limité, notamment sur les prix des denrées vivrières, en raison de la spéculation et de l'importance du secteur informel dans les circuits de distribution des produits alimentaires.

L'accélération des tensions inflationnistes dans l'Union est confirmée par l'évolution de l'inflation sous-jacente. En effet, **l'inflation sous-jacente** dans l'UEMOA, calculée par la BCEAO, est passée de 1,9% à fin décembre 2007 à 3,1% à fin juin 2008. En moyenne au premier semestre 2008, elle s'est située à 3,0% contre 1,9% à la même période de 2007. **L'inflation hors produits frais et énergie** s'est, pour sa part, établie à 4,6% en glissement annuel à fin juin 2008 contre 2,4% à fin décembre 2007 et 1,5% à fin juin 2007.

Par pays, le taux d'inflation, en moyenne au premier semestre 2008, est ressorti à 9,2% au Burkina, 8,6% en Guinée-Bissau, 8,5% au Niger, 7,6% au Mali, 6,5% au Togo, 5,5% au Sénégal, 4,8% au Bénin et 3,8% en Côte d'Ivoire. Le tableau 1, ci-après, retrace l'évolution comparée des prix à fin juin 2007 et 2008.

Tableau 1 : UEMOA - Evolution des prix à fin juin (en %)

Pays	Glissement annuel		Inflation en moyenne	
	A fin Juin 2007	A fin Juin 2008	A fin Juin 2007	A fin Juin 2008
Bénin	1,6	5,9	1,2	4,8
Burkina	-1,1	15,1	-1,3	9,2
Côte d'Ivoire	2	5,2	2,6	3,8
Guinée-Bissau	2,5	13,3	3,6	8,6
Mali	0,9	10,3	0,9	7,6
Niger	-2,5	10,5	-1,2	8,5
Sénégal	6	5,9	5,5	5,5
Togo	-0,1	8,5	0,3	6,5
UEMOA	**2**	**7,2**	**2,3**	**5,4**
Zone euro	**1,9**	**4**	**1,9**	**3,5**
Ghana (*)	**10,8**	**10,9**	**10,8**	**10**
Nigeria (*)	**8,5**	**8**	**8,5**	**6,4**
Etats-Unis	**2,7**	**5**	**2,6**	**4,2**
Japon	**-0,2**	**2**	**-0,1**	**1,2**

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique et BCEAO *(*) : Estimations pour juin 2008*

Le degré de convergence de l'inflation entre les pays de l'UEMOA s'est accru, en raison d'une généralisation de la hausse des prix. L'écart-type des taux d'inflation en moyenne s'est ainsi fixé à 2,0 points de pourcentage à fin juin 2008 contre 2,3 points de pourcentage à la même période de 2007.

Comparé à la situation **dans la Zone euro** où le taux d'inflation en moyenne au premier semestre 2008 s'est établi à 3,5%, le différentiel d'inflation est défavorable à l'Union de 1,9 point de pourcentage. Cependant, vis-à-vis de l'ensemble de ses **partenaires environnants**[1], l'UEMOA a enregistré, au premier semestre 2008, un différentiel d'inflation favorable, atteignant en particulier 1,0 point de pourcentage par rapport au Nigeria et 4,6 points de pourcentage par rapport au Ghana. Ces écarts étaient de 6,2 points et 8,5 points respectivement un an auparavant.

1.2 Evolution par pays

1.2.1 Bénin

L'inflation, en moyenne au premier semestre 2008, est ressortie à 4,8% contre 1,2% à la même période de 2007. Cette accélération est liée au renchérissement de 46,9% des céréales, en rapport avec la baisse de 8,2% de la production céréalière. En outre, l'augmentation des exportations de maïs vers le Nigeria, où la production de céréales de la campagne agricole 2007/2008 a baissé de l'ordre de 6,8%, a accentué la hausse des prix. La progression des prix des produits alimentaires importés, notamment de l'huile (28,3%) et des produits pétroliers et services de transport (4,0%), a également contribué à la hausse de l'inflation. Les rubriques « Alimentation » et « Produits pétroliers et services de transport », avec des contributions respectives de 3,9 points de pourcentage et 0,6 point de pourcentage, constituent les principales sources de l'inflation en moyenne à fin juin 2008.

1.2.2 Burkina

Le taux d'inflation, en moyenne à fin juin 2008, s'est établi à 9,2% contre -1,3% à la même période de 2007. Cette évolution est imputable à la hausse de 21,5% des prix des produits alimentaires. Les plus importantes hausses ont concerné les céréales (45,5%), l'huile (34,0%) et le lait (14,9%). Par ailleurs, le relèvement des prix du ciment de 17,0%, à la suite de pénuries et la révision à la hausse des prix des carburants et des services de transport de 5,9% ont alimenté les pressions inflationnistes au premier semestre 2008. Les évolutions des prix des denrées alimentaires et des produits pétroliers ont contribué respectivement à hauteur de 6,4 points de pourcentage et 0,8 point de pourcentage à l'inflation, en moyenne, à fin juin 2008.

1.2.3 Côte d'Ivoire

L'inflation à fin juin 2008 s'est située à 3,8% en moyenne contre 2,6% à la même période de l'année 2007. La hausse des prix résulte du renchérissement de 8,4% des produits alimentaires, notamment du riz importé, du lait et de l'huile, en relation essentiellement avec la hausse de leurs cours sur les marchés internationaux. Les tensions ont été également induites par la progression du prix du ciment et l'augmentation des loyers. La hausse des prix a été atténuée par le maintien inchangés des prix à la pompe des carburants[2]. Les produits alimentaires ont contribué à hauteur de 2,7 points de pourcentage à la hausse des prix en moyenne à fin juin 2008.

1.2.4 Guinée-Bissau

La variation du niveau général des prix a atteint 8,6%, en moyenne au premier semestre 2008 contre 3,6% à la même période de 2007. Cette accélération de l'inflation est induite par la progression de 13,7% des prix des produits alimentaires, liée au renchérissement du riz importé, du lait et de l'huile, en rapport avec la hausse des cours internationaux, ainsi que les difficultés d'approvisionnement du marché local. Elle est également liée au relèvement des prix du gaz domestique (20,7%) et des loyers (10,4%). La composante « Alimentation » a contribué pour 8,1 points de pourcentage (94,1%) à l'inflation totale à fin juin 2008.

1.2.5 Mali

L'indice harmonisé des prix à la consommation a progressé de 7,6% en moyenne à fin juin 2008

1. Les pays environnants, ayant les échanges commerciaux les plus importants avec les économies de l'Union sont le Nigeria, le Ghana, la Mauritanie et la Gambie.

2. Les prix des carburants vendus à la pompe ont été modifiés en juillet 2008. Ils étaient restés stables depuis juillet 2005.

contre 0,9% un an plus tôt. La progression des prix est essentiellement imputable au renchérissement des céréales, en rapport avec les résultats mitigés de la campagne agricole 2007/2008 et l'augmentation des cours mondiaux du riz. En outre, la flambée des cours internationaux du lait, des oléagineux et du blé s'est traduite par une augmentation des prix domestiques du pain (21,5%), du lait (32,5%) et de l'huile (41,1%). L'évolution des prix des produits alimentaires avec une contribution de 5,6% explique environ 75% de l'inflation totale à fin juin 2008.

1.2.6 Niger

L'inflation, en moyenne au cours du premier semestre 2008, est ressortie à 8,5% contre -1,2% un an plus tôt. Cette accélération s'explique par la hausse de 14,0% des prix des produits alimentaires, induite par la flambée des cours internationaux du lait, des oléagineux et du blé, ainsi que la diminution de l'offre de céréales locales. Elle résulte également de l'augmentation en moyenne des prix des carburants (19,3%), en rapport avec la progression des cours mondiaux du pétrole brut. Les composantes « Alimentation » et « produits pétroliers » ont contribué respectivement à hauteur de 6,3 points de pourcentage et 1,3 point de pourcentage à l'inflation totale à fin juin 2008.

1.2.7 Sénégal

La progression des prix, en moyenne à fin juin 2008, s'est située à 5,5%, tout comme à la même période de 2007. Cette augmentation résulte du renchérissement de 9,8% des produits alimentaires, notamment le pain (16,7%), l'huile (17,9%), le lait (24,5%) et le riz (25,0%), en rapport essentiellement avec les tensions sur les marchés mondiaux. L'inflation est également due à la hausse du prix des carburants (15,2%) et des services de transport (6,4%), résultant de la persistance des tensions sur les cours mondiaux du pétrole brut. Les composantes « Produits alimentaires » et « Logement » sont les principales sources de l'inflation avec respectivement des contributions de 4,1 points de pourcentage et 0,6 point de pourcentage à l'inflation totale.

1.2.8 Togo

L'inflation est ressortie, en variation moyenne, à 6,5% au premier semestre 2008 contre 0,3% à la même période de 2007. Cette accélération est due à la hausse de 17,7% des prix des produits alimentaires, notamment, du pain (35,4%), de l'huile (40,2%) et du maïs (+70,0%). L'augmentation des exportations de céréales à destination des pays limitrophes et les tensions sur les cours mondiaux des produits alimentaires expliquent cette orientation des prix. La stabilité des prix à la pompe des carburants a permis de limiter la hausse de l'inflation. La contribution de la composante « Alimentation » atteint 5,9 points de pourcentage, soit plus de 90% de l'inflation totale à fin juin 2008.

II – PERSPECTIVES D'EVOLUTION A COURT TERME DES PRIX

L'inflation s'inscrirait globalement à la hausse au cours du **troisième trimestre 2008**. Le taux d'inflation **en glissement annuel** passerait de 7,2% en juin 2008 à 10,2% en septembre 2008.

Cette accélération de l'inflation serait liée à la poursuite de la hausse des prix des céréales locales pendant la période de soudure, ainsi qu'à l'augmentation des prix des produits pétroliers et des services de transports. Par ailleurs, le relèvement des tarifs de l'électricité au Sénégal et les tensions sur les prix du ciment dans la plupart des pays contribueraient à alimenter l'inflation. Toutefois, il est attendu une atténuation des tensions sur les prix des céréales locales à partir de septembre 2008, sous l'hypothèse d'un bon déroulement de la campagne agricole 2008/2009.

Tableau 2 : UEMOA - Evolution prévisible des prix à fin septembre 2008 (en %)

Pays	Inflation en glissement annuel		Inflation en moyenne	
	Réalisations Sept 2007	Estimations Sept 2008	Réalisations Sept 2007	Estimations Sept 2008
Bénin	-0,4	10,9	1,1	7,1
Burkina	0,4	12,4	-1,2	10,2
Côte d'Ivoire	1,2	9,8	2,1	5,6
Guinée-Bissau	4,3	11,8	3,6	10,1
Mali	1,4	12,7	1,2	9,2
Niger	-0,6	15	-1,2	10,8
Sénégal	6	5,8	5,7	5,6
Togo	-1,9	15,1	0,4	8,4
UEMOA	**1,8**	**10,2**	**2,2**	**6,9**

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique et BCEAO.

En moyenne, le taux d'inflation dans l'UEMOA ressortirait à 6,9% sur les neuf premiers mois de 2008 contre 2,2% à la même période de 2007. Il s'établirait à 10,8% au Niger, 10,2% au Burkina, 10,1% en Guinée-Bissau, 9,2% au Mali, 8,4% au Togo, 7,1% au Bénin, 5,6% en Côte d'Ivoire et au Sénégal.

Les prévisions d'inflation pour le reste de l'année 2008 sont basées sur l'hypothèse d'une bonne campagne agricole 2008/2009, ainsi qu'une persistance des tensions sur les prix des produits alimentaires importés et des carburants. Sur cette base, le taux d'inflation en glissement annuel à **fin décembre 2008** se situerait à 8,8%, avec une fourchette d'évolution de 8,2% à 9,7%. En moyenne, le taux d'inflation atteindrait 7,4% en 2008 contre 2,4% en 2007 et varierait dans un intervalle de 7,2% à 7,7%.

EVOLUTION DE L'INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION

Base 100=1996 (1)

Périodes	COTONOU			OUAGADOUGOU			ABIDJAN			BISSAU			BAMAKO		
	Indice Général	Alim.	H. Alim.	Indice Général	Alim.	H. Alim.	Indice Général	Alim.	H. Alim.	Indice Général	Alim.	H. Alim.	Indice Général	Alim.	H. Alim.
Pondérations par fonction	**100**	**38,32**		**100**	**32,09**		**100**	**30,98**		**100**	**59,72**		**100**	**48,32**	
juin	1,6	-3,7	4,5	-1,1	-2,7	-0,4	2,0	4,4	0,9	2,5	1,7	3,6	0,9	0,4	1,2
Juillet	1,8	-2,2	3,9	-1,4	-4,5	0,1	1,3	3,9	0,2	3,0	3,5	2,3	1,6	2,5	0,9
Août	1,0	-4,5	4,0	-1,6	-3,2	-0,8	0,9	4,2	-0,6	3,1	3,7	2,2	2,1	3,6	0,9
Septembre	-0,4	-5,4	2,4	0,4	2,6	-0,5	1,2	5,2	-0,5	4,3	5,6	2,5	1,4	2,3	0,5
Octobre	2,5	5,0	1,1	1,4	5,2	-0,3	1,1	5,3	-0,7	4,5	6,3	2,0	1,9	3,0	0,9
Novembre	3,2	7,0	1,2	3,9	7,6	2,3	1,1	3,9	-0,1	9,4	14,8	1,8	2,0	3,5	0,7
Décembre	0,3	-0,2	0,6	2,3	2,4	2,2	1,5	4,7	0,1	9,3	14,4	2,2	2,2	4,0	0,7
Glissements annuels en l'an 2008 (en%)															
Janvier	1,3	3,7	-0,0	6,9	14,2	3,9	2,1	4,0	1,2	6,7	10,1	1,9	4,0	6,4	2,0
Février	2,6	5,2	1,2	7,1	13,8	4,3	2,7	5,7	1,3	8,6	13,0	2,4	5,8	10,9	1,7
Mars	5,7	11,6	2,5	7,5	16,1	4,0	3,5	7,8	1,5	5,5	9,2	0,3	6,1	10,0	2,9
Avril	5,8	11,4	2,8	7,7	16,8	3,9	4,1	10,1	1,4	8,3	13,1	1,3	9,4	16,0	4,0
Mai	7,9	18,3	2,4	11,0	27,3	4,0	4,9	10,8	2,2	9,1	15,5	-0,1	9,9	15,7	5,0
Juin	5,9	18,5	-0,6	15,1	39,3	4,3	5,2	11,8	2,1	13,3	21,0	2,4	10,3	14,7	6,4
Juillet	10,9			11,4			8,2			13,9			12,3		
Août	12,9			12,7			9,5			13,0			12,2		
Septembre	10,9			12,4			9,8			11,8			12,7		
Moyenne annuelle (en %)															
Premier semestre 2007	**1,2**	**-1,5**	**2,7**	**-1,3**	**-4,3**	**-0,1**	**2,6**	**6,3**	**1,0**	**3,6**	**3,7**	**3,5**	**0,9**	**0,5**	**1,3**
Premier semestre 2008	**4,8**	**11,4**	**1,4**	**9,2**	**21,5**	**4,1**	**3,8**	**8,4**	**1,6**	**8,6**	**13,7**	**1,3**	**7,6**	**12,3**	**3,7**

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique et BCEAO .
(1) Sauf l'indice Guinée-Bissau qui est en base (100=2001-juin 2002).
NB : données estimées en italique.

ANNEXE I BIS

EVOLUTION DE L'INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION

Base 100 =1996 (1)

Périodes	NIAMEY			DAKAR			LOME			UEMOA		
	Indice Général	Alim.	H. Alim.	Indice Général	Alim.	H. Alim.	Indice Général	Alim.	H. Alim.	Indice Général	Alim.	H. Alim.
Pondérations par fonction	***100***	***43,55***		***100***	***40,32***		***100***	***36,67***		***100***	***36,91***	***63,09***
Juin	-2,5	-4,3	-0,9	6,0	7,3	5,0	-0,1	-1,3	0,6	2,1	2,4	1,9
Juillet	-1,2	-3,4	0,8	6,9	9,5	5,0	3,9	10,2	0,9	2,4	3,8	1,6
Août	-1,5	-3,1	-0,1	5,7	7,0	4,8	-0,0	-0,8	0,4	1,7	2,7	1,1
Septembre	-0,6	-1,0	-0,3	6,0	7,5	4,8	-1,9	-5,1	-0,3	1,8	3,3	0,9
Octobre	1,9	4,0	0,1	5,6	7,5	4,2	0,3	5,0	-1,8	2,3	5,5	0,6
Novembre	4,8	8,0	2,2	6,9	10,5	4,1	4,1	14,3	-0,5	3,4	7,3	1,2
Décembre	4,7	7,3	2,6	6,1	9,3	3,8	3,4	10,9	-0,1	2,9	6,1	1,2
Glissements annuels en l'an 2008 (en%)												
Janvier	5,9	8,5	3,7	6,1	10,9	2,7	4,0	10,7	0,7	3,8	7,3	1,7
Février	7,6	12,9	3,4	5,5	10,0	2,3	4,5	12,5	0,8	4,3	8,8	1,8
Mars	8,7	15,4	3,2	4,3	7,1	2,2	4,8	13,9	0,4	4,8	9,5	2,0
Avril	8,5	14,2	4,0	5,2	9,2	2,2	7,5	20,4	1,2	5,7	11,9	2,2
Mai	9,5	15,8	4,3	6,0	11,0	2,5	9,3	24,4	1,6	6,9	14,2	2,7
Juin	10,5	17,1	4,8	5,9	10,6	2,5	8,5	23,8	0,8	7,2	15,3	2,5
Juillet	15,3			4,9			8,5			8,8		
Août	15,7			6,4			13,7			10,3		
Septembre	15,0			5,8			15,1			10,2		
Moyenne annuelle (en %)												
Premier semestre 2007	**-1,2**	**-3,0**	**0,3**	**5,5**	**6,0**	**5,2**	**0,3**	**0,1**	**0,3**	**2,3**	**3,2**	**1,8**
Premier semestre 2008	**8,5**	**14,0**	**3,9**	**5,5**	**9,8**	**2,4**	**6,5**	**17,7**	**0,9**	**5,4**	**11,2**	**2,2**

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique et BCEAO.
(1) sauf l'indice Guinée-Bissau qui est en base (100=juillet 2001-juin 2002).
NB : données estimées en italique.

ANNEXE II

CONTRIBUTIONS DES FONCTIONS DE l'IHPC A L'INFLATION MOYENNE A FIN JUIN 2008 *(en point de pourcentage)*

Fonctions	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Union
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	3,9	6,4	2,7	8,1	5,6	6,3	4,1	5,9	**4,1**
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	**0,0**
Habillement	0,0	0,1	0,0	-0,3	0,3	0,2	0,1	0,0	**0,0**
Logement	0,0	0,4	0,3	0,5	0,5	0,6	0,1	0,2	**0,3**
Ameublement	0,1	0,4	0,3	0,2	0,3	0,1	0,2	0,1	**0,3**
Santé	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	-0,1	0,0	0,1	**0,0**
Transport	0,6	1,1	0,0	0,0	0,4	0,9	0,7	0,1	**0,4**
Communication	0,0	0,0	-0,5	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	**-0,2**
Loisirs et culture	-0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,1	**0,0**
Enseignement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	**0,0**
Restaurants et Hôtels	0,1	0,2	0,6	0,0	0,2	0,3	0,2	0,0	**0,3**
Autres biens	0,1	0,4	0,3	0,0	0,3	0,2	0,1	0,0	**0,2**
Ensemble	**4,8**	**9,2**	**3,8**	**8,6**	**7,6**	**8,5**	**5,5**	**6,5**	**5,4**
Composantes hors alimentation	0,9	2,8	1,1	0,5	2,0	2,2	1,4	0,6	**1,3**
Composantes hors transport	4,2	8,1	3,8	8,6	7,2	7,6	4,8	6,4	**5,0**
Composantes hors alimentation et transport	0,3	1,7	1,1	0,5	1,6	1,3	0,7	0,5	**0,9**

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique et BCEAO.

ANNEXE III

EVOLUTION DES PRIX DES CARBURANTS DANS LES ETATS DE L'UNION

(En FCFA /litre)

	juin-07	juil-07	août-07	sept-07	oct-07	nov-07	déc-07	janv-08	févr-08	mars-08	avr-08	mai-08	juin-08	glissement annuel en juin 2008 (en %)
Bénin														
Essence super	480	480	480	480	480	480	475	475	475	475	475	475	475	-1,0
Gazole	405	405	405	405	405	405	430	430	430	430	430	430	430	6,2
Pétrole lampant	350	350	350	350	350	350	350	350	350	350	350	350	350	0,0
Burkina														
Essence super	612	680	655	655	655	655	655	670	670	670	670	670	670	9,5
Gazole	573	578	578	578	578	578	578	603	603	603	603	603	603	5,2
Pétrole lampant	443	450	450	450	450	450	450	460	460	460	460	460	460	3,8
Côte d'Ivoire														
Essence super	615	615	615	615	615	615	615	615	615	615	615	615	615	0,0
Gazole	545	545	545	545	545	545	545	545	545	545	545	545	545	0,0
Pétrole lampant	395	395	395	395	395	395	395	395	395	395	395	395	470	19,0
Guinée Bissau														
Essence super	691	691	700	700	700	700	700	700	678	670	670	670	801	15,9
Gazole	512	512	520	520	520	520	520	520	520	569	569	569	729	42,4
Pétrole lampant	427	427	427	427	427	427	427	427	427	427	427	427	500	17,1
Mali														
Essence super	615	615	615	615	620	625	625	625	625	625	625	643	664	8,0
Gazole	535	535	529	525	535	535	535	535	535	535	535	563	580	8,4
Pétrole lampant	440	440	440	440	445	445	445	445	445	445	445	445	445	1,1
Niger														
Essence super	587	627	616	616	616	633	653	670	670	670	670	670	670	14,1
Gazole	548	570	570	570	570	613	642	664	664	664	664	664	664	21,2
Pétrole lampant	420	439	449	450	450	469	510	510	505	505	505	505	505	20,2
Sénégal														
Essence super	732	735	714	700	694	697	715	724	725	722	736	755	802	9,5
Gazole	560	573	588	580	597	606	632	647	640	647	668	704	784	40,0
Togo														
Essence super	505	505	505	505	505	505	505	505	505	505	505	505	505	0,0
Gazole	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500	0,0
Pétrole lampant	370	370	370	370	370	370	370	370	370	370	370	370	370	0,0

Source : BCEAO.

ANNEXE IV

EVOLUTION DES PRIX DES CEREALES DANS LES PAYS DE L'UEMOA

(en FCFA)

	juin-07	juil-07	août-07	sept-07	oct-07	nov-07	déc-07	janv-08	févr-08	mars-08	avr-08	mai-08	juin-08	Juin. 08 / Juin. 07
Maïs (prix du sac de 100 Kg)														
Bénin	13 400	14 200	14 100	13 100	14 400	19 500	17 800	18 900	19 400	22 800	24 200	30 800	30 800	**129,9%**
Burkina	12 000	11 100	12 500	12 200	13 100	15 100	15 000	15 300	15 300	15 300	16 000	19 900	20 700	**72,5%**
Mali	13 000	13 700	14 400	14 400	14 700	14 600	14 400	14 200	14 500	14 600	15 000	15 300	17 200	**32,3%**
Niger	11 700	12 416	12 700	11 750	12 083	14 416	15 500	15 290	17 271	18 667	17 500	17 708	18 500	**58,1%**
Sénégal	18 330	19 200	19 170	19 100	19 100	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	**9,1%**
Togo	11 200	10 600	11 300	11 740	9 700	14 539	13 974	16 600	16 200	16 750	20 750	28 158	26 400	**135,7%**
Petit mil (prix du sac de 100 Kg)														
Bénin	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Burkina	15 100	14 200	15 300	15 400	16 000	16 700	16 300	15 400	15 400	17 000	17 200	22 600	21 500	**42,4%**
Mali	13 600	14 400	14 900	14 600	14 700	14 800	14 700	14 200	14 800	15 000	15 100	15 400	17 000	**25,0%**
Niger	14 750	14 333	14 000	14 583	13 750	14 417	14 500	13 560	15 000	16 000	17 000	17 000	17 750	**20,3%**
Sénégal	20 000	21 300	22 900	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	**25,0%**
Togo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : BCEAO.

INFORMATIONS GENERALES

COMMUNIQUE DE PRESSE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BCEAO
(Bamako, le 25 septembre 2008)

Le Conseil d'Administration de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) s'est réuni le jeudi 25 septembre 2008, à partir de 9 heures, dans les locaux de l'Agence Principale de Bamako, en République du Mali, sous la présidence de Monsieur Philippe-Henri DACOURY-TABLEY, Gouverneur de la BCEAO, son Président statutaire.

Après analyse de la situation économique, monétaire et financière récente de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA), le Conseil a noté une relative amélioration des perspectives de croissance de la Zone, en liaison notamment avec la relance de la production agricole attendue d'une bonne pluviométrie en 2008. Le taux de progression du Produit Intérieur Brut (PIB) s'établirait à 3,9%, en termes réels, en 2008 contre 3,2% en 2007.

Les Administrateurs ont cependant relevé que la situation macroéconomique demeure marquée par un niveau élevé de l'inflation dans tous les Etats membres. En glissement annuel, le taux d'inflation mesuré par la variation de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), s'est établi à 7,2% à fin juin contre 4,8% à fin mars 2008, dans un contexte caractérisé par un accroissement de la liquidité globale induit par l'augmentation des concours bancaires à l'économie. A cet égard, le Conseil a pris acte de la décision de la Banque Centrale de relever, à compter du 16 août 2008, d'un demi point de pourcentage son principal taux d'intervention, en l'occurrence le taux de pension, pour le porter à 4,75%. Les Administrateurs ont insisté sur la nécessité de poursuivre les politiques macroéconomiques appropriées et d'accélérer les programmes sectoriels prioritaires propres à créer les conditions d'un retour progressif de l'inflation à des niveaux modérés.

Le Conseil d'Administration a émis un avis favorable sur les directives de politique de la monnaie et du crédit pour l'année 2009. Il recommande au Conseil des Ministres de les adopter.

Par ailleurs, le Conseil a marqué son accord sur les propositions de la Banque Centrale visant à accélérer le processus de réforme des services financiers postaux dans certains Etats membres. Il a, en outre, arrêté des orientations pour la gestion des participations de l'Institut d'émission dans le capital des institutions financières.

Constatant que les mandats des deux (02) Vice-Gouverneurs de la Banque Centrale arrivent à expiration le 30 septembre 2008 et en application de l'article 42 des Statuts de la BCEAO, le Conseil a décidé de renouveler le mandat de Monsieur Ali Badjo GAMATIE au poste de Vice-Gouverneur et de nommer Monsieur Jean-Baptiste M. P. COMPAORE au poste de Vice-Gouverneur de la BCEAO, en remplacement de Monsieur Damo Justin BARO. Ce mandat, d'une durée de cinq (05) ans, prend effet à compter du 1er octobre 2008.

A cette occasion, il a adressé ses félicitations à Messieurs les Vice-Gouverneurs GAMATIE et COMPAORE. Il a en outre tenu à exprimer ses remerciements à Monsieur Damo Justin BARO, pour la qualité du travail fourni dans le cadre de l'exécution de son mandat.

Enfin, les Administrateurs ont relevé la nécessité d'accélérer le processus de ratification et d'adoption des textes de base de la Réforme institutionnelle de l'UMOA et de la BCEAO, en vue de sa mise en œuvre diligente, conformément aux décisions de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union.

Les membres du Conseil d'Administration tiennent à exprimer aux Autorités et au peuple maliens, leurs remerciements pour l'accueil chaleureux et fraternel qui leur a été réservé durant leur séjour.

Fait à Bamako, le 25 septembre 2008

Le Président du Conseil d'Administration,

Philippe-Henri DACOURY-TABLEY

COMMUNIQUE DE PRESSE DU CONSEIL DES MINISTRES DE L'UNION
(Bamako, le 26 septembre 2008)

Le Conseil des Ministres de l'Union s'est réuni en session ordinaire, le vendredi 26 septembre 2008 à partir de 9 heures, dans les locaux de l'Agence Principale de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) à Bamako, en République du Mali, sous la présidence de Monsieur Charles Koffi DIBY, Ministre de l'Economie et des Finances de la République de Côte d'Ivoire, son Président en exercice.

Ont également pris part à ces travaux, Monsieur Soumaïla CISSE, Président de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), Monsieur Philippe-Henri DACOURY-TABLEY, Gouverneur de la BCEAO, Monsieur Abdoulaye BIO-TCHANE, Président de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) et Monsieur Martin GBEDEY, Président du Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF).

Au titre de la BCEAO, le Conseil a noté la relative amélioration des perspectives de croissance de la Zone, en liaison notamment avec les efforts déployés par les Etats en vue de la relance de l'activité, en particulier, dans le secteur agricole. Le taux de progression du Produit Intérieur Brut (PIB) ressortirait à 3,9%, en termes réels, en 2008 contre 3,2% en 2007.

Les Ministres ont cependant relevé la persistance des incertitudes liées à un environnement global marqué par la crise financière internationale actuelle et le niveau élevé de l'inflation dans les Etats membres. A cet égard, ils ont insisté sur la nécessité de poursuivre la mise en œuvre de politiques macroéconomiques appropriées et d'accélérer les programmes sectoriels propres à créer les conditions d'un retour progressif vers la stabilité des prix. A ce titre, les membres du Conseil ont pris acte de la décision de la Banque Centrale de relever, à compter du 16 août 2008, son principal taux d'intervention, en l'occurrence le taux de pension, dans l'objectif de contribuer à la maîtrise de l'inflation.

Le Conseil a arrêté les directives de politique de la monnaie et du crédit à prendre en compte par la Banque Centrale en vue de l'élaboration des programmes monétaires pour l'année 2009 et recommandé aux Etats la mise en œuvre de mesures nécessaires à la réalisation des objectifs fixés dans ce cadre.

Par ailleurs, dans le prolongement de ses décisions prises au cours de sa session extraordinaire du 23 avril 2008 à Abidjan, le Conseil a adopté les mesures d'accompagnement relevant de la Banque Centrale, nécessaires à l'émission de titres d'emprunts de la BOAD, pour le financement d'actions destinées à accroître l'offre régionale de produits vivriers.

Les Ministres ont également adopté des orientations visant à accélérer le processus de réforme des services financiers postaux dans certains Etats membres de l'Union, en vue de renforcer davantage la protection des déposants.

Les membres du Conseil ont été informés du renouvellement du mandat de Monsieur Ali Badjo GAMATIE et de la nomination de Monsieur Jean-Baptiste M. P. COMPAORE aux fonctions de Vice-Gouverneur de la BCEAO, en remplacement de Monsieur Damo Justin BARO. Ces mandats, d'une durée respective de cinq (05) ans, prennent effet à compter du 1er octobre 2008.

A cette occasion, les Ministres ont demandé à Monsieur le Gouverneur Philippe-Henri DACOURY-TABLEY de transmettre leurs vives félicitations à Messieurs les Vice-Gouverneurs GAMATIE et COMPAORE, ainsi que leurs souhaits de plein succès dans l'accomplissement de leurs nouvelles charges. Ils ont en outre exprimé à l'endroit de Monsieur Damo Justin BARO, leur satisfaction pour la qualité des services rendus à l'Institut d'émission et à l'Union entière.

Au titre de la Commission Bancaire de l'UMOA, le Conseil a pris connaissance des résultats des travaux de sa soixante-treizième session.

Au titre du CREPMF, le Conseil a été informé de l'évolution des activités du marché financier régional au cours du deuxième trimestre 2008.

Au titre de la BOAD, le Conseil des Ministres a pris connaissance de divers dossiers soumis pour information, notamment l'état d'avancement des travaux d'élaboration du Plan Stratégique

2009-2012 de la BOAD, les directives générales pour la préparation du budget de l'exercice 2009 et l'actualisation des Perspectives Financières 2008-2012 de la BOAD.

Il a été également informé de l'utilisation des ressources mobilisées par la Banque au 31 juillet 2008, de l'état de recouvrement des créances sur prêts de la BOAD au 23 septembre 2008, de l'état d'avancement du Projet de Développement du Marché Financier de l'UEMOA et du relevé des décisions de la 70ème réunion du Conseil d'Administration de la BOAD tenue le 24 septembre 2008 à Bamako.

Au titre de la Commission de l'UEMOA, le Conseil a examiné et adopté un projet de Directive portant harmonisation des taux de l'impôt assis sur les bénéfices des personnes morales dans les Etats membres de l'UEMOA. Cet instrument juridique vise à promouvoir un meilleur déploiement des investissements dans l'espace communautaire, grâce à la rationalisation des taux d'imposition des bénéfices des entreprises. Il facilitera, en outre, la lisibilité des conditions de taxation des revenus générés par les investissements effectués dans l'Union et contribuera ainsi à l'émergence, dans l'Union, d'une fiscalité axée sur la croissance économique.

Il a également examiné un projet de Règlement portant adoption des règles visant à éviter la double imposition au sein de l'UEMOA et à déterminer les modalités d'assistance entre les Etats membres, en matière fiscale. Le Conseil a adopté ce texte, dont l'objectif est de favoriser, à la fois, la promotion des activités économiques dans l'espace de l'UEMOA par l'élimination de la double imposition des revenus entre les Etats membres et la mise en cohérence des systèmes fiscaux au sein de l'Union.

Les Ministres ont, par ailleurs, examiné et adopté six projets de Règlement destinés à compléter le Code communautaire des Douanes en vigueur depuis le 1er janvier 2003. Il s'agit des projets de Règlement sur :

1. les conditions d'agrément et d'exercice des commissionnaires en douane ;

2. les procédures simplifiées de dédouanement ;

3. les règles et les conditions de constitution, de concession, d'installation et d'exploitation de la zone franche ;

4. la liste des marchandises exclues du transit ;

5. la liste de marchandises interdites à titre permanent des entrepôts de stockage ;

6. les montants des obligations cautionnées, des taux d'intérêt du crédit et de la remise spéciale.

Ces textes permettent à l'Union de disposer d'un arsenal d'instruments juridiques harmonisés, plus adaptés au contexte économique actuel et susceptibles, non seulement de faciliter les échanges intracommunautaires et de sécuriser les recettes des Etats membres, mais aussi de renforcer la sécurité dans les opérations de dédouanement, et d'accroître les investissements dans l'espace de l'UEMOA.

Le Conseil des Ministres a en outre pris connaissance des résultats des négociations menées par la Commission avec les Autorités de la Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce (BSIC), en vue de modifier le régime fiscal des filiales de cette banque, installées dans les Etats membres de l'Union. Il s'est félicité des conclusions de ces négociations et a décidé de faire procéder à l'harmonisation de la fiscalité applicable aux filiales de la BSIC, à travers la relecture des Accords de Siège signés par les Etats membres.

Enfin, le Conseil des Ministres a pris connaissance de l'état d'avancement des travaux de la Commission chargée de l'énergie et du financement de l'économie sous-régionale.

Les membres du Conseil des Ministres de l'Union adressent à son Excellence, Monsieur Amadou Toumani TOURE, Président de la République du Mali, leur profonde gratitude pour l'audience qu'il a bien voulu leur accorder, ainsi que les conseils prodigués dans le cadre de la conduite des chantiers de l'Union.

Les Ministres, très sensibles à l'accueil chaleureux et fraternel qui leur a été réservé durant leur séjour, expriment aux Autorités et au peuple maliens, leurs sincères remerciements.

Fait à Bamako, le 26 septembre 2008

Le Président du Conseil des Ministres,

Charles Koffi DIBY

CHRONOLOGIE DES PRINCIPALES MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE ADOPTEES PAR LA BCEAO ENTRE 2002 ET JUIN 2008[1]

7 janvier 2002

La Banque Centrale a procédé, valeur 7 janvier 2002, à son premier appel d'offres d'émission de bons de la Banque Centrale au titre de l'année 2002. A cet effet, 400 bons d'une valeur nominale globale de 20,0 milliards et d'une durée de deux semaines ont été mis en adjudication.

L'appel d'offres a enregistré la participation de six intervenants dont les soumissions d'un montant total de 17,3 milliards ont été retenues à hauteur de 16,8 milliards. Le taux marginal est ressorti à 5,00%.

16 avril 2002

La Banque Centrale a relevé de 3,00% à 9,00%, le coefficient des réserves obligatoires applicable aux banques au Mali, à compter de la période de constitution qui a commencé le 16 avril 2002. Ainsi, les coefficients des réserves obligatoires applicables aux banques dans l'UMOA se sont établis comme suit, pour compter du 16 avril 2002 :

- Bénin : 9,00% ;

- Burkina : 3,00% ;

- Côte d'Ivoire : 5,00% ;

- Guinée Bissau : 3,00% ;

- **Mali : 9,00% ;**

- Niger : 5,00% ;

- Sénégal : 9,00% ;

- Togo : 3,00%.

S'agissant des établissements financiers distributeurs de crédits, le coefficient des réserves obligatoires est demeuré inchangé à 5,0% pour l'ensemble des Etats de l'UMOA.

1. Il s'agit des mesures ayant entraîné une modification des instruments de politique monétaire.

7 juillet 2003

Au regard des résultats favorables enregistrés en matière de maîtrise de l'inflation et, d'une manière générale, de stabilité monétaire, la Banque Centrale a décidé de réduire ses taux directeurs de 100 points de base, à compter du lundi 7 juillet 2003. Ainsi, le taux d'escompte est passé de 6,50% à 5,50% et le taux de pension de 6,00% à 5,00%.

Cet assouplissement de la politique des taux d'intérêt a été l'expression de la confiance de l'Institut d'émission commun dans la capacité du système financier de l'Union à assurer le financement sain et adéquat de la relance de l'économie régionale. Il a accompagné la dynamique du marché financier régional qui s'est animé grâce notamment aux émissions de titres publics, organisées dans plusieurs Etats de l'Union, avec le concours de la BCEAO. Enfin, ce desserrement monétaire a traduit la confiance du secteur privé, des épargnants, des investisseurs et des institutions financières dans la solidité des mécanismes de fonctionnement de l'Union Monétaire.

20 octobre 2003

L'examen de la conjoncture économique, monétaire et financière laissant apparaître des signes encourageants de reprise de l'activité économique dans la plupart des Etats de l'Union, une confirmation de la décélération des prix et une consolidation des réserves de change, la Banque Centrale a décidé de poursuivre l'assouplissement de ses conditions monétaires, en réduisant ses taux directeurs de 50 points de base, à compter du lundi 20 octobre 2003. Ainsi, le taux d'escompte est passé de 5,50% à 5,00% et le taux de pension de 5,00% à 4,50%.

Cette nouvelle détente de la politique monétaire a été l'expression de la confiance de l'Institut d'émission commun dans la capacité du système financier à contribuer au financement sain et à un moindre coût de la relance de l'activité économique dans les Etats membres. Elle a également accompagné la dynamique du

marché financier régional qui s'est animé grâce notamment aux émissions de titres publics, organisées dans plusieurs Etats de l'Union, avec le concours de la BCEAO.

16 mars 2004

La Banque Centrale a relevé de 9,00% à 13,00%, le coefficient des réserves obligatoires applicable aux banques du Bénin, à compter de la période de constitution commençant le 16 mars 2004. Ainsi, les coefficients des réserves obligatoires applicables aux banques dans l'UMOA sont établis comme suit, pour compter du 16 mars 2004 :

- **Bénin : 13,00%**

- Burkina : 3,00%

- Côte d'Ivoire : 5,00%

- Guinée Bissau : 3,00%

- Mali : 9,00%

- Niger : 5,00%

- Sénégal : 9,00%

- Togo : 3,00%

Pour les établissements financiers distributeurs de crédits, le coefficient des réserves obligatoires est demeuré inchangé à 5,00% pour l'ensemble des Etats de l'UMOA.

22 mars 2004

Au regard des évolutions favorables constatées au niveau de l'orientation de l'activité économique, de la maîtrise de l'inflation et de la consolidation des réserves de change, la Banque Centrale a décidé de poursuivre l'assouplissement de ses conditions monétaires, en réduisant ses taux directeurs de 50 points de base, à compter du lundi 22 mars 2004. Ainsi, le taux d'escompte est passé de 5,00% à 4,50% et le taux de pension de 4,50% à 4,00%.

Cette nouvelle détente de la politique monétaire, après les baisses de 150 points de base des taux directeurs en 2003, traduisait la confiance de l'Institut d'émission commun dans la capacité du système financier à soutenir la reprise économique constatée dans les Etats membres de l'Union, par un financement à un moindre coût. Elle visait également à encourager les initiatives d'investissements nécessaires à la consolidation de l'activité économique.

16 juin 2005

La Banque Centrale a relevé les coefficients des réserves obligatoires applicables aux banques de 13,00% à 15,00% au Bénin, de 3,00% à 7,00% au Burkina et de 5,00% à 9,00% au Niger, à compter de la période de constitution commençant le 16 juin 2005. Ainsi, les coefficients des réserves obligatoires applicables aux banques dans l'UMOA sont fixés comme suit, pour compter du 16 juin 2005 :

- **Bénin : 15,00%**

- **Burkina : 7,00%**

- Côte d'Ivoire : 5,00%

- Guinée Bissau : 3,00%

- Mali : 9,00%

- **Niger : 9,00%**

- Sénégal : 9,00%

- Togo : 3,00%

Pour les établissements financiers distributeurs de crédits, le coefficient des réserves obligatoires est demeuré inchangé à 5,00% pour l'ensemble des Etats de l'UMOA.

24 août 2006

La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a relevé ses taux directeurs de 0,25 point de pourcentage à partir du 24 août 2006. A compter de cette date, le taux de pension est passé de 4,00% à 4,25% et le taux d'escompte de 4,50% à 4,75%.

Cette décision qui vise à conforter la contribution de la politique monétaire à la stabilité macroéconomique, s'inscrit dans un contexte marqué par les inquiétudes suscitées notamment par l'évolution prévisible des prix au sein des Etats membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA), de nature à entraver la réalisation de l'objectif de stabilité des prix et, par conséquent, d'une croissance économique saine et durable.

Le relèvement des taux directeurs de la BCEAO contribue à la maîtrise de l'inflation au sein de l'UMOA et, partant, à la sauvegarde de la compétitivité des économies des Etats membres.

1er trimestre 2007

La conduite de la politique monétaire, au cours des trois premiers mois de l'année 2007, a été marquée notamment par le retour de la Banque Centrale sur le marché monétaire, avec le lancement d'appels d'offres hebdomadaires d'injection de liquidités.

A travers la reprise de ses opérations le 5 février 2007, la BCEAO avait pour objectif de contenir les effets d'une diminution sensible de la liquidité bancaire en fin d'année 2006 sur le loyer de l'argent. Ces opérations devaient permettre de créer les conditions d'un recyclage optimal des disponibilités sur le marché interbancaire et de préserver la cohérence de la hiérarchie des taux sur le marché des capitaux à court terme.

Au terme du premier trimestre 2007, la Banque Centrale a organisé sept appels d'offres d'injection de liquidités. Les soumissions reçues ont évolué entre 18,1 et 40,9 milliards. Les taux d'intérêt offerts ont fluctué dans une fourchette de 3,975% à 5,500%.

2e trimestre 2007

Au cours du deuxième trimestre 2007, la Banque Centrale a poursuivi le lancement d'appels d'offres hebdomadaires d'injection de liquidités. Au terme de ce trimestre, treize appels d'offres d'injection de liquidités ont été organisés. Les soumissions reçues ont évolué entre 21,3 et 47,2 milliards. Les taux d'intérêt offerts ont fluctué dans une fourchette de 4,0000% à 4,3500%.

3e trimestre 2007

Durant le troisième trimestre 2007, la Banque Centrale a poursuivi ses interventions sur le marché monétaire. L'Institut d'émission a ainsi organisé treize appels d'offres d'injection de liquidités, portant à trente-trois le nombre total de ces opérations depuis leur reprise à compter du 5 février 2007. Les soumissions reçues ont évolué entre 11,7 et 41,7 milliards. Les taux d'intérêt offerts ont évolué dans un intervalle de 3,0000% à 4,2000%.

4e trimestre 2007

Au cours du quatrième trimestre 2007, la Banque Centrale a poursuivi ses interventions sur le marché monétaire. Elle a ainsi organisé treize appels d'offres d'injection de liquidités, portant à quarante-six le nombre total de ces opérations depuis leur reprise le 5 février 2007. Les soumissions reçues ont évolué entre 29,9 et 97,8 milliards. Les taux d'intérêt offerts ont fluctué dans une fourchette de 3,3000% à 5,0000%.

1er trimestre 2008

Durant le premier trimestre 2008, la Banque Centrale a poursuivi ses interventions sur le marché monétaire. Elle a ainsi organisé treize (13) appels d'offres d'injection de liquidités, portant à cinquante-neuf le nombre total de ces opérations depuis leur reprise le 5 février 2007. Les soumissions reçues ont évolué entre 65,1 et 135,5 milliards. Les taux d'intérêt offerts ont évolué à la baisse, en se situant dans un intervalle de 2,7500% à 4,4000% contre une plage de 3,3000% à 5,0000% le trimestre précédent.

2e trimestre 2008

Poursuivant ses interventions sur le marché monétaire au cours du deuxième trimestre 2008, la Banque Centrale a organisé treize (13) appels d'offres d'injection de liquidités, portant à soixante-douze le nombre total de ces opérations depuis leur reprise le 5 février 2007. Les soumissions reçues ont évolué entre 97,8 et 147,9 milliards. Les taux d'intérêt offerts ont évolué dans un intervalle de 3,5000% à 4,2500%, contre une plage de 2,7500% à 4,4000% le trimestre précédent.

CHRONOLOGIE ECONOMIQUE ET POLITIQUE DES ETATS

CHRONOLOGIE ECONOMIQUE ET POLITIQUE DES ETATS DE L'UNION

BENIN

3 juillet 2008 - Organisation à Cotonou des travaux de la deuxième conférence consultative des commissions nationales de lutte contre la prolifération et la circulation illicite des armes légères et de petits calibres dans les Etats membres de la CEDEAO.

8 juillet 2008 - Organisation à Cotonou de la cinquième réunion des bailleurs de fonds pour l'aménagement hydroélectrique d'Adjarala.

9-11 juillet 2008 - Tenue à Cotonou d'un atelier international de formation sur la législation contre le délit informatique en Afrique occidentale et centrale.

- Tenue à Cotonou d'un atelier régional sur les directives volontaires et l'élaboration des stratégies de lobbying et de plaidoyer, en vue de la mise en œuvre effective du droit à l'alimentation en Afrique.

11 juillet 2008 - Signature à Cotonou d'une convention d'aide de deux cent millions de FCFA entre le Bénin et la France dans le cadre de la crise alimentaire.

13-15 juillet 2008 - Séjour au Bénin de M. Madani TALL, Directeur des Opérations de la Banque Mondiale pour cinq pays de l'Afrique occidentale, en l'occurrence le Sénégal, la Gambie, la Guinée-Bissau, le Cap-Vert et le Niger.

14 juillet 2008 - Signature à Cotonou, entre le Bénin et la Banque Mondiale, d'un accord de don d'un montant de 4.300.000 FCFA destiné au financement du projet de gestion communautaire de la biodiversité côtière et marine.

- Organisation à Cotonou du Forum national sur la cherté de la vie au Bénin.

14-18 juillet 2008 - Tenue à Cotonou d'une rencontre des responsables comptables et financiers des organismes de prévoyance sociale des Etats membres de la Conférence Interafricaine de Prévoyance Sociale (CIPRES), en vue de l'harmonisation des informations financières et comptables.

14-25 juillet 2008 - Tenue à Cotonou de la neuvième session régionale de formation en droits de l'homme et en droits des réfugiés.

16 juillet 2008 - Le Conseil des Ministres décide de la mise en œuvre du programme national des boutiques témoins à gérer par l'Office National d'Appui à la Sécurité Alimentaire (ONASA) dans les soixante dix-sept communes du Bénin.

17 juillet 2008 - Lancement à Parakou du programme de renforcement des organisations de producteurs de coton en vue de sécuriser les revenus des producteurs.

17-18 juillet 2008 - Organisation à Cotonou d'une conférence sous-régionale d'information des acteurs de justice sur la Cour Pénale Internationale (CPI).

21-25 juillet 2008 - Tenue à Cotonou d'un séminaire international sur le thème « Maintien de la paix pour les décideurs ».

24 juillet 2008 - Le Président Boni YAYI effectue une visite d'amitié et de travail à Abuja dans le cadre des concertations périodiques au sommet entre le Bénin et le Nigéria.

- Organisation à Cotonou d'un atelier d'évaluation à mi-parcours du Programme Intégré de Renforcement des Systèmes Juridiques et Judiciaires (PIRSJJ).

28 juillet 2008 - Le Conseil des Ministres adopte les projets de loi portant :

- autorisation de ratification de l'accord de prêt n° 1127P, signé à Vienne le 5 septembre 2007, entre la République du Bénin et le Fonds OPEP pour le développement international (OFID), dans le cadre du financement partiel du projet de protection côtière à l'Est de Cotonou ;

- autorisation de ratification de l'accord de prêt, signé à Cotonou le 17 décembre 2007, entre la République du Bénin et le Fonds Koweitien pour le Développement Economique Arabe, dans le cadre du financement partiel du projet de protection côtière à l'Est de Cotonou ;

- autorisation de ratification de l'accord de prêt n° 1/484, signé à Cotonou le 28 juin 2008, entre la République du Bénin et le Fonds Saoudien de Développement dans le cadre du financement partiel du projet de protection côtière à l'Est de Cotonou ;

- modification des articles 11 et 33 de la loi n° 90-002 du 9 mars 1990 portant Code des investissements et instituant le régime « D » relatif aux investissements lourds.

28-30 juillet 2008 - Organisation à Cotonou d'un atelier de validation du Plan Stratégique de Relance du Secteur Agricole au Bénin (PSRSA).

29 juillet 2008 - Cérémonie d'installation des membres de la Commission Nationale ad'hoc chargée de la gestion de la vie chère.

COTE D'IVOIRE

30 juin-1er juillet 2008 - Tenue à Abidjan de la table ronde des bailleurs de fonds du Monde arabe destinée à mieux appréhender les besoins et les priorités du Gouvernement ivoirien, en vue d'appuyer financièrement l'exécution du programme spécial post-crise.

1er juillet 2008 - Signature d'un accord de prêt d'une valeur de 12 milliards de francs CFA entre M. Charles Koffi DIBY et Li RUOGU, respectivement Ministre de l'Economie et des Finances de Côte d'Ivoire et Gouverneur de Exim Bank de Chine. Cet accord entre dans le cadre du projet NTIC piloté par le Ministère de l'Economie et des Finances.

2 juillet 2008 - Ouverture à Abidjan des travaux d'un atelier de vulgarisation des procédures d'exécution des dépenses des projets d'investissement co-financés par les bailleurs de fonds.

2-3 juillet 2008 - A l'initiative du Centre de Traitement Monétique Interbancaire de l'UEMOA (CTMI-UEMOA) et du Groupement Interbancaire Monétique de l'UEMOA (GIM-UEMOA), s'est tenu à Abidjan un salon destiné à promouvoir l'utilisation des cartes bancaires dans l'espace UEMOA. La cérémonie d'ouverture de ce salon a été présidée par le Gouverneur de la BCEAO, Monsieur Philippe-Henri DACOURY-TABLEY.

9 juillet 2008 - Don de 289 millions de yens, soit environ 1,3 milliard de FCFA, du Japon à la Côte d'Ivoire dans le cadre de l'exécution du projet « Prévention des maladies infectieuses en Côte d'Ivoire, phase IV ».

10 juillet 2008 - Dans le cadre de la lutte contre la flambée des prix, l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) a octroyé 1,5 milliard de francs CFA à la Côte d'Ivoire.

17 juillet 2008 - Le Premier Ministre ivoirien, Monsieur Guillaume SORO, a annoncé le bouclage du financement du processus électoral, dont le coût global s'élève à 36 milliards de FCFA.

- L'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) a mis à la disposition de la Côte d'Ivoire une enveloppe de 204 millions de FCFA, dans le cadre du volet d'urgence du programme global de relance de l'agriculture.

20 juillet 2008 - Tenue d'un Conseil des Ministres extraordinaire relatif à la hausse du prix du carburant à la pompe et à la cherté de la vie. Ce Conseil a décidé de la baisse du prix du litre de gasoil et du pétrole lampant, fixé respectivement à 685 FCFA et 495 FCFA au lieu de 785 FCFA et 550 FCFA, ainsi que des mesures d'accompagnement. Le Conseil des Ministres a décidé d'autres mesures, en l'occurrence la réduction budgétaire portant sur les dépenses de fonctionnement et d'investissement estimées à 49 milliards de francs CFA pour l'année 2008.

31 juillet 2008 - Lancement par l'Etat ivoirien d'un emprunt obligataire dénommé emprunt TPCI 6,25% 2008-2011. Par cet emprunt, l'Etat émet sur le marché financier régional 6.000.000 d'obligations à valeur nominale et prix de vente de 10.000 FCFA, avec un taux rémunérateur de 6,25% l'an, sur trois ans.

4 août 2008 - Le Ministre des Mines et de l'Energie, M. Léon Emmanuel MONNET, et le Président du Conseil d'Administration de la société Energie Electrique Ivoirienne (EEI), M. Kouaho NIAMOUTIE, ont procédé à la signature d'une convention de concession d'une durée de 24 ans relative à la réalisation d'une centrale thermique en cycle combiné. Le montant total des investissements s'élève à 56,5 milliards de francs CFA.

5 août 2005 – Signature de l'ordonnance n° 2008-225 portant aménagement du taux du droit proportionnel d'enregistrement sur les actes de confirmation de vente de café et cacao, qui est porté de 5% à 10% de la valeur CAF de référence du produit.

5-7 août 2008 - Tenue d'un séminaire sur la réintégration socio-économique des ex-combattants au Siège de l'Organisation des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI).

- Tenue à Abidjan de la réunion inaugurale du Comité de coordination du Réseau des Commissions Electorales des Etats de l'Afrique de l'Ouest (RESEAO), organisée par le projet régional Friedrich-Ebert-Stiftung (FES), en collaboration avec l'Unité d'Assistance Electorale de la CEDEAO.

21 août 2008 - Le Représentant-Résident du FMI en Côte d'Ivoire, M. Philippe EGOUME, a présenté la situation de la dette extérieure du pays au cours d'une session d'information tenue au Ministère de l'Economie et des Finances.

26 août 2008 - Le Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricole (FICA) a annoncé la distribution de nouvelles variétés de semences améliorées à environ 10.000 producteurs de cacao pour la campagne 2008-2009. Cette action s'inscrit dans le cadre du projet d'appui technique aux producteurs de cacao bénéficiaires des semences du Fonds de Développement et de Promotion des Activités des Producteurs de Café et de Cacao (FDPCC).

28-29 août 2008 - Tenue à Abidjan d'un atelier sur l'état d'avancement des études nationales du Programme des Accords de Partenariat Economique pour le Développement (PAPED) et du Programme Communautaire de Développement (PCD).

4 septembre 2008 - Le Conseil des Ministres examine les derniers textes parachèvant l'arsenal juridique et reglémentaire relatif à la sortie de crise et aux élections présidentielles et législatives.

5 septembre 2008 - Le Chef de l'Etat, S.E. M. Laurent GBAGBO, a accordé une audience à la Vice-Présidente de la Banque Mondiale pour la région Afrique, Madame OBIAGELI K. Ezekwesili. Au menu de l'entretien figuraient l'assainissement du climat des affaires et l'intensification de la lutte contre la corruption en Côte d'Ivoire.

11 septembre 2008 - Le fonds de garantie des investissements privés en Afrique de l'Ouest (GARI) a initié un forum à Abidjan dans le but de dynamiser son partenariat avec les établissements de crédit et les entreprises du secteur privé ivoirien.

12 septembre 2008 - Le Président de la République, S.E. M. Laurent GBAGBO, a reçu en audience le nouveau Ministre des Affaires Etrangères du Burkina-Faso, Monsieur Alain Bédouma YODA.

16 septembre 2008 - Dans le cadre de la mise en œuvre du fonds pour la démocratie et les droits de l'homme, l'Ambassadeur des Etats-Unis en Côte d'Ivoire, S.E. Madame Nesbitt L. WANDA, a signé quatre accords avec les organisations de droits de l'homme en Côte d'Ivoire. Concernant un montant de 41,5 millions de FCFA, ces accords permettront d'apporter un appui financier à l'œuvre accomplie par ces organisations.

18 septembre 2008 - A l'occasion de la célébration de la journée de la terre, le Ministre de l'Agriculture, M. Amadou Gon COULIBALY, a officiellement donné le coup d'envoi de la délivrance des certificats fonciers ruraux.

22 septembre 2008 - La Commission Européenne a approuvé un appui d'urgence d'un montant de 16,4 milliards de FCFA au processus de sortie de crise en Côte d'Ivoire.

NIGER

3 juillet 2008 - Tenue à Niamey de l'atelier d'orientation du programme conjoint multisectoriel de développement de la région de Maradi. L'objectif de cet atelier est d'identifier les acteurs du développement régional et local et d'engager le dialogue avec eux, afin de mieux cerner et prendre en compte les intérêts et les besoins réels des populations vulnérables.

4 juillet 2008 - Cérémonie de signature de la stratégie de coopération du Programme Indicatif National (PIN) entre le Niger et la Communauté Européenne. La programmation de ce dixième FED prévoit 120 milliards de FCFA pour l'appui budgétaire global à la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté, 100 milliards de FCFA pour le développement rural et l'intégration régionale et 60 milliards de FCFA pour la gouvernance et l'appui aux réformes économiques et institutionnelles.

8 juillet 2008 - Signature d'une convention portant sur un montant de 9 millions de dollars, soit environ 5.850 millions de FCFA, représentant une aide budgétaire octroyée par la République Fédérale d'Allemagne au Niger. Cette somme est destinée à l'appui au secteur de l'Education Nationale.

14 juillet 2008 - Dans le cadre de la lutte contre la vie chère engagée par le Gouvernement nigérien, la Commission de l'UEMOA a octroyé au Niger un montant de 1.500.000 FCFA.

24 juillet 2008 - Lancement du projet « Gouvernance électronique et accès à l'information pour la modernisation de l'administration publique et le développement local au Niger » par le Ministre de l'Economie et des Finances, M. Ali Mahaman LAMINE ZEINE, en présence de la Représentante Résidente du PNUD au Niger, des représentants du corps diplomatique, des organisations internationales et intergouvernementales, ainsi que du Haut Commissaire aux NTICs.

26 juillet 2008 - Signature d'une convention opérationnelle, entre la Banque Régionale de Solidarité (BRS-Niger) et le Ministère de la Promotion des Jeunes Entrepreneurs et de la Réforme des Entreprises Publiques, portant sur une enveloppe de 478 millions de FCFA destnés à la création de 100 entreprises.

29 juillet 2008 - Tenue à Niamey d'un atelier de formation sur la gestion de la migration, organisé par l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM).

31 juillet 2008 - Installation officielle du Comité national de suivi du programme d'actions pour la promotion et le financement des petites et moyennes entreprises (PME).

2 août 2008 - Signature entre le Président de la Commission de l'UEMOA, M. Soumaïla CISSE, et le Ministre de l'Economie et des Finances, M. Mahamane Ali LAMINE ZEINE, d'un accord de don au Niger d'un montant de 1.467.790.000 FCFA. Cette enveloppe qui provient du Fonds d'Aide à l'Intégration Régionale des Etats membres de l'UEMOA servira à assurer le financement de la contrepartie de l'Etat nigérien en vue de la réalisation du projet d'aménagement et de bitumage de la route Niamey-Ouallam.

3 août 2008 - Signature d'un accord de prêt entre le Niger et le Fonds Koweïtien pour le Développement Economique Arabe. D'un montant de 1.050.000 Dinars Koweïtiens, soit plus de 1.500.000 FCFA, ce prêt servira à financer un projet d'approvisionnement en eau dans les régions de Dosso et de Tillabéry.

- Signature d'un accord cadre entre le Niger et la Banque Islamique de Développement (BID) à la suite duquel la BID s'engage au cours des cinq prochaines années à investir un milliard de dollars dans les secteurs socioéconomiques du Niger.

8 août 2008 - Réunion des experts du Niger et du Nigeria sur l'état d'avancement des projets d'infrastructures routières reliant les deux pays. Les experts en charge des transports se sont retrouvés à Zinder pour une réunion conjointe entrant dans le cadre de la Commission mixte nigéro-nigériane de coopération.

20 août 2008 - Cérémonie de signature d'un accord, entre le Niger et le Bénin, sur la gestion du trafic des marchandises entre les deux pays.

23 août 2008 - Signature, entre le Ministre de l'Economie et des Finances du Niger et le Directeur Général de la Banque Arabe pour le Développement en Afrique (BADEA), d'un accord portant sur 10 millions de dollars US destinés au financement du barrage de Kandadji.

REPERTOIRE LEGISLATIF

COOPERATION INTERNATIONALE, RELATIONS INTERNATIONALES

MALI

Loi n° 08-006 du 8 février 2008, autorisant la ratification de l'accord de prêt, signé à Tunis le 16 novembre 2007, entre le Gouvernement de la République du Mali et le Fonds Africain de Développement (FAD), pour le financement du Projet d'Appui à la Décentralisation et au Développement Economique Régional (PADDER).

Journal officiel de la République du Mali, 29/02/2008, n° 9, p.327.

03 CONDITIONS ECONOMIQUES, RECHERCHE ECONOMIQUE, SYSTEMES ECONOMIQUES

BENIN

Décret n° 2007-397 du 26 août 2007, portant transmission à l'Assemblée Nationale pour autorisation de ratification de l'accord, signé entre la République du Bénin et l'Association Internationale de Développement, dans le cadre de l'appui au programme de réduction de la pauvreté.

Journal officiel de la République du Bénin, 15/12/2007, n° 24, p.1094.

04 LEGISLATION, CADRE INSTITUTIONNEL

BENIN

Loi n° 2006-04, portant conditions de déplacement des mineurs et répression de la traite des enfants en République du Bénin.

Journal officiel de la République du Bénin, 15/02/2008, n° 4, p.188.

06 EDUCATION

BENIN

Décret n° 2008-023 du 30 janvier 2008, portant ratification de l'avenant à l'accord d'Istisna, signé le 17 avril 2006, entre la République du Bénin et la Banque Islamique de Développement (BID), dans le cadre du financement complémentaire du projet d'extension du campus universitaire d'Abomey-Calavi.

Journal officiel de la République du Bénin, 31/01/2008, n° 2 bis, p.3.

07 AGRICULTURE

BENIN

Décret n° 2006-233 du 18 juin 2006, portant définition du cadre institutionnel de représentation des sociétés importatrices et distributrices d'intrants coton au sein de l'interprofession de la filière coton.

Journal officiel de la République du Bénin, 01/11/2007, n° 21, p.962.

MALI

Loi n° 07-045 du 7 novembre 2007, portant ratification de l'ordonnance n° 07-030/P-RM du 24 juillet 2007, autorisant la ratification de l'accord de prêt, signé à Shanghai, le 17 mai 2007, entre la République du Mali et le Fonds Africain de Développement (FAD), pour le financement du Projet d'Appui au Développement des Productions Animales dans la zone de Kayes-Sud (PADEPA/KS).

Journal officiel de la République du Mali, 25/12/2008, n° 4, p.125.

MALI

Décret n° 08-053/P-RM du 25 janvier 2008, portant ratification de l'accord de financement de la première phase du projet d'appui au programme de promotion de la productivité agricole en Afrique de l'Ouest, signé entre le Gouvernement de la République du Mali et l'Association Internationale de Développement (IDA).

Journal officiel de la République du Mali, 22/02/2007, n° 8, p.288.

08 INDUSTRIE

BENIN

Décret n° 2007-292, du 16 juin 2007, portant contrôle du contenu net des préemballages en République du Bénin.

Journal officiel de la République du Bénin, 01/01/2008, n° 1, p.6.

MALI

Décret n° 07-314/P-RM du 10 septembre 2007, autorisant la ratification de l'accord de prêt, signé à Bamako le 28 juillet 2007, entre la République du Mali et la Banque Islamique de Développement (BID), pour le financement du projet de renforcement de la capacité de production d'électricité par l'acquisition de générateurs diesel de 60 MW.

Journal officiel de la République du Mali, 10/12/2007, n° 34, p.1334.

MALI

Décret n° 08-051/P-RM du 25 janvier 2008, portant ratification de l'accord de crédit, signé à New Delhi (Inde), le 13 avril 2007, entre la République du Mali et Export-Import Bank of India (Exim Bank), pour le financement partiel du Projet d'interconnexion des réseaux électriques du Mali et de la Côte d'ivoire.

Journal officiel de la République du Mali, 22/02/2008, n° 8, p.286.

09 COMMERCE

BENIN

Décret n° 2007-461 du 12 octobre 2007, portant transmission à l'Assemblée Nationale du projet de loi, portant code des marchés publics et des délégations de service en République du Bénin.

Journal officiel de la République du Bénin, 15/02/2008, n° 4, p.192.

MALI

Arrêté n° 06-0252/MEF-SG du 10 février 2006, fixant le régime fiscal douanier applicable aux marchés relatifs au Projet d'Appui Institutionnel à la mise en œuvre du cadre stratégique de lutte contre la pauvreté.

Journal officiel de la République du Mali, 31/12/2007, n° 36, p.1416.

10 TRANSPORT

MALI

Décret n° 07-368/P-RM du 26 septembre 2007, portant ratification de l'accord de prêt, signé à Bamako le 28 août 2007, entre le Gouvernement de la République du Mali et la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), pour le financement partiel du projet d'aménagement et de bitumage de la route Bandiagara-Bankass-Koro-frontière du Burkina Faso.

Journal officiel de la République du Mali, 04/01/2008, n° 1, p.3.

11 FINANCES PUBLIQUES, OPERATIONS BANCAIRES, RELATIONS MONETAIRES INTERNATIONALES

BENIN

Décret n° 2007-073 du 22 février 2007, portant transmission à l'Assemblée Nationale, pour autorisation de ratification, de l'accord signé entre la Banque Islamique de Développement et les Etats membres de l'Organisation de la Conférence Islamique et portant création de la Société Internationale Islamique de Financement du Commerce.

Journal officiel de la République du Bénin, 01/02/2008, n° 24, p.148.

MALI

Décret n° 08-117/P-RM du 4 mars 2008, portant ratification de l'accord de prêt, signé à Bamako le 28 août 2007, entre la République du Mali et la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), pour le financement partiel du projet de microcrédit pour la promotion de l'entreprenariat des femmes et des jeunes du Mali.

Journal officiel de la République du Mali, 04/04/2008, n° 14, p.527.

MALI

Décret n° 08-118/P-RM du 4 mars 2008, portant ratification de l'accord de prêt, signé à Tunis le 16 novembre 2007, entre le Gouvernement de la

République du Mali et le Fonds Africain de Développement (FAD), pour le financement du Projet d'Appui à la Décentralisation et au Développement Economique Régional (PADDER).

Journal officiel de la République du Mali, 04/04/2008, n° 14, p.527.

15 BIOLOGIE, ALIMENT, SANTE

BENIN

Loi n° 2007-29 du 28 novembre 2007, portant autorisation de l'accord de crédit 4290-BEN, signé à Washington le 14 mai 2007, entre la République du Bénin et l'Association Internationale de Développement (AID) dans le cadre du deuxième projet multisectoriel de lutte contre le VIH/SIDA en République du Bénin.

Journal officiel de la République du Bénin, 31/12/2007, n° 24 bis, p.3.

16 ENVIRONNEMENT

BENIN

Décret n° 2007-396 du 26 août 2007, portant transmission à l'Assemblée Nationale, pour autorisation de ratification, de l'accord de prêt signé, entre la République du Bénin et la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA), dans le cadre du financement partiel du projet de protection contre l'érosion côtière dans la ville de Cotonou et dans la commune de Sène Kpodji.

Journal officiel de la République du Bénin, 15/12/2007, n° 24, p.1092.

BENIN

Décret n° 2007-325 du 11 juillet 2007, portant transmission à l'Assemblée Nationale du projet de loi portant sur la gestion de l'eau.

Journal officiel de la République du Bénin, 15/12/2007, n° 24, p.1100.

MALI

Décret n° 07-328/P-RM du 18 septembre 2007, portant ratification de l'accord de financement du projet de développement des ressources en eau et de gestion durable des écosystèmes dans le Bassin du Niger, signé à Niamey, le 26 juillet 2007, entre le Gouvernement de la République du Mali et l'Association Internationale de Développement (IDA).

Journal officiel de la République du Mali, 20/12/2007, n° 35, p.1369.

LISTE DES PRINCIPALES PUBLICATIONS DE LA BCEAO

Périodiques

1 - Rapport annuel de la BCEAO – de 1956 à 2007 (annuel)

2 - Notes d'Information et Statistiques – de 1956 à 2004

- Statistiques monétaires (mensuel)
- Statistiques économiques (trimestriel)
- Etudes et recherche (trimestriel)
- Informations générales (trimestriel)

3 – Bulletin mensuel de conjoncture - d'octobre 2005 à mai 2008

4 - Bulletin mensuel de statistiques monétaires et financières - de janvier 2005 à mai 2008

5 - Note trimestrielle d'information - de mars 2005 à septembre 2008

6 - Annuaire statistique - 2004, 2005, 2006

7 - Annuaire des banques et établissements financiers – de 1967 à 2006

8 - Bilans et comptes de résultats des banques et établissements financiers (annuel)

- Bilans des banques et établissements financiers – de 1967 à 2003
- Bilans et comptes de résultats des banques et établissements financiers – 2004, 2005

9 - Recueil des textes légaux et réglementaires – 2003

10 - Monographies des Systèmes Financiers Décentralisés (annuel) – de 1993 à 2005

11 - Perspectives économiques des Etats de l'UEMOA (2006, 2007)

12 - Revue de la stabilité financière dans l'UEMOA (2006, 2008)

13 - Revue Economique et Monétaire (juin 2007, décembre 2007)

Ouvrages

14 - Plan Comptable Bancaire de l'UMOA (4 volumes) – Dakar, Edition BCEAO, août 1994

- Recueil des instructions relatives à la comptabilisation et à l'évaluation des opérations bancaires
- Volume I : Cadre réglementaire général
- Volume II : Documents de synthèse
- Volume III : Transmission des documents de synthèse

15 - Histoire de l'UMOA (3 tomes en français et en anglais) – Paris, Edition Georges Israël, janvier 2000

16 - Système Comptable Ouest Africain (SYSCOA) (4 tomes)

- Plan comptable général des entreprises – Paris, Edition Foucher, décembre 1996
- Guide d'application – Paris, Edition Foucher, octobre 1997
- Système minimal de trésorerie – Paris, Edition Foucher, octobre 1997
- Tableaux de passage – Paris, Edition Foucher, octobre 1997

17 - Méthodologie d'Analyse Financière – Dakar, Edition BCEAO, 2004

ACHEVÉ D'IMPRIMER SUR LES PRESSES
DE L'IMPRIMERIE DE LA BCEAO
Novembre 2008

BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST
Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int

IMPRIMERIE BCEAO